

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DU BUDGET

**RAPPORT D'EXECUTION DE LA
LOI DE FINANCES AU PREMIER
SEMESTRE 2025**

Kinshasa, Septembre 2025

SOMMAIRE

SOMMAIRE	i
LISTE DES ACRONYMES	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
INTRODUCTION	4
RESUME	5
I. CONTEXTE D'ELABORATION, STRUCTURE ET EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2025	9
1.1. Contexte d'élaboration	9
1.2. Structure de la Loi de Finances Rectificative 2025	10
1.3. Exécution de la Loi de Finances Rectificative à fin juin 2025	11
II. ETAT D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES A FIN JUIN 2025	13
2.1. Recettes mobilisées	13
2.1.1. Recettes du Budget Général	15
2.1.1.1. Recettes internes	16
2.1.2. Recettes des Budgets annexes	27
2.1.3. Recettes des Comptes spéciaux	27
2.2. Dépenses exécutées	28
2.2.1. EXECUTION DES DEPENSES PAR TITRES	29
2.2.2. EXECUTION DES DEPENSES PAR RUBRIQUE	30
III. ANALYSE DU SOLDE BUDGETAIRE	45
IV. LES RISQUES BUDGETAIRES	46
V. PERSPECTIVES A FIN DECEMBRE 2025	48
5.1. Perspectives des recettes	48
5.2. Perspectives des dépenses	48
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	50

LISTE DES ACRONYMES

BAD	: Banque Africaine de Développement
BPO	: Budget Pour Ordre
CEEC	: Centre d'Expertise, d'Evaluation et de Certification des matières précieuses
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
CPCM	: Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et des Participations
DGPPB	: Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FC	: Franc Congolais
FONER	: Fonds National d'Entretien Routier
IBP	: Impôt sur le bénéfice et profit
IPR	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations
ISPE	: Impôts spécial sur les profits excédentaires
PAG	: Programme d'Actions du Gouvernement
PGAI	: Plateforme de Gestion de l'Aide des Investissements
PIB	: Produit Intérieur Brut
PPTTE	: Pays Pauvres Très Endettés
RDC	: République Démocratique du Congo
SBI	: Solde Budgétaire Intérieur
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Indicateurs macroéconomiques
Tableau 2	Structure du Budget du Pouvoir Central pour l'exercice 2025
Tableau 3	Recettes du budget du pouvoir central à fin juin 2025
Tableau 4	Recettes des douanes et accises à fin juin 2025
Tableau 5	Recettes des impôts à fin juin 2025
Tableau 6	Recettes de la DGRAD à fin juin 2025
Tableau 7	Recettes des pétroliers producteurs à fin juin 2025
Tableau 8	Recettes exceptionnelles à fin juin 2025
Tableau 9	Recettes des fonds de concours pour la guerre à fin juin 2025
Tableau 10	Recettes extérieures à fin juin 2025
Tableau 11	Recettes des budgets annexes à fin juin 2025
Tableau 12	Recettes des comptes spéciaux à fin juin 2025
Tableau 13	Dépenses du budget général par rubrique
Tableau 14	Dépenses exceptionnelles sur ressources propres
Tableau 15	Dépenses de la dette publique et frais financiers
Tableau 16	Dépenses de fonctionnement des Institutions
Tableau 17	Dépenses de fonctionnement des Ministères
Tableau 18	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques
Tableau 19	Dépenses des rémunérations
Tableau 20	Dépenses des investissements
Tableau 21	Situation globale du PDL-145T à fin juin

INTRODUCTION

Ce rapport est élaboré en application des dispositions de la Loi relative aux Finances publiques (LOFIP), en son article 79, alinéa 3. Il constitue l'un des documents obligatoirement annexés au Projet de Loi de Finances et répond à l'exigence de transparence et de reddition des comptes dans la gestion des finances publiques.

Le présent document rend compte du niveau de mobilisation des recettes ainsi que de l'exécution des dépenses publiques à fin juin 2025, conformément à la Loi de finances rectificative n°25/044 du 28 juin 2025 pour l'exercice 2025.

À ce titre, il permet :

- au Gouvernement, d'apprécier l'état d'avancement de la mise en œuvre des politiques publiques et des mesures retenues dans le Budget 2025 ;
- au Parlement, de suivre le respect des autorisations budgétaires accordées lors du vote de ladite Loi de finances.

L'analyse s'appesantit principalement sur les données issues des États de Suivi Budgétaire (ESB) pour les dépenses, ainsi que sur les informations relatives aux recettes, transmises par les Administrations financières et ventilées par actes générateurs. Elle intègre également les statistiques des Budgets annexes et des Comptes spéciaux.

Outre l'introduction et la conclusion, le rapport est structuré de la manière suivante :

1. Contexte d'élaboration, structure et exécution de la Loi de Finances 2025 ;
2. Exécution à fin juin 2025 de la Loi de finances ;
3. Analyse du solde budgétaire ;
4. Risques Budgétaires ;
5. Perspectives d'exécution du budget à fin juin 2025.

RESUME

1. L'exécution de la Loi de Finances au premier semestre 2025 s'inscrit dans un contexte caractérisé principalement par la persistance du conflit dans l'Est de la RDC, des ajustements macroéconomiques et des contraintes liées aux recettes extérieures. Une Loi de Finances Rectificative a été adoptée afin d'adapter les allocations budgétaires aux nouvelles priorités sécuritaires, sociales et économiques. Malgré ce contexte, la mobilisation des recettes a permis de couvrir une grande partie des dépenses, bien qu'avec un déficit du Solde Budgétaire Intérieur (SBI) de **377,7 milliards de FC**.

2. Les recettes mobilisées pour le Budget Général à fin juin 2025 se sont élevées à **19.040,6 milliards FC**, soit **83,2%** des prévisions linéaires. Elles comprennent **15.183,5 milliards FC** de recettes internes et **3.857,1 milliards FC** de recettes extérieures.

2.1. Recettes Internes

- les recettes des douanes et accises mobilisées à fin juin 2025 se chiffrent à **3.085,7 milliards de FC**. Comparées à leurs prévisions linéaires évaluées à **3.346,6 milliards de FC**, elles enregistrent un taux de réalisation de **92,2%** ;
- les recettes des impôts hors pétroliers producteurs collectées à fin juin 2025 se chiffrent à **7.483,9 milliards de FC**. Par rapport aux prévisions linéaires de **8.069,4 milliards de FC**, elles accusent un taux de réalisation de **92,7%** ;
- les recettes non fiscales encadrées par la DGRAD réalisées à fin juin 2025 se situent à **2.269,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.467,7 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **92,0%**. Les autres recettes non fiscales mobilisées au cours de la période sous examen se chiffrent à **406,8 milliards des CDF**, ramenant les recettes non fiscales à **2.676,4 milliards de FC** ;

- les recettes des pétroliers producteurs ont été mobilisées à hauteur de **143,7 milliards de FC** à fin juin, contre une prévision linéaire de **291,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **49,3%**.
- les recettes exceptionnelles, constituées principalement des obligations du trésor, ont été mobilisées à hauteur de **1.790,6 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **345,0 milliards de FC**, soit **519,0%** de réalisation- Les recettes de Fonds de concours pour la guerre proviennent essentiellement de l'effort de guerre et se chiffrent à **3,2 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **29,5 milliards de FC**, soit **10,8%** de réalisation.

2.2. Recettes extérieures

Le niveau des décaissements des bailleurs enregistrés à fin juin 2025 aux titres des recettes extérieures se chiffre à **3.857,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **7.550,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **51,1%**. Il se rapporte essentiellement aux recettes de financement des investissements de **3.857,1 milliards de FC**, au titre de dons projets à hauteur de **1.078,1 milliards de FC** et d'emprunts projets de **2.779,0 milliards de FC**.

2.3. Recettes des Budgets Annexes

Les Budgets Annexes ont mobilisé **244,6 milliards FC**, soit **54,2%** des prévisions. Ces recettes proviennent principalement des établissements d'enseignement supérieur, des hôpitaux et des budgets reclassés.

2.4. Recettes des Comptes Spéciaux

Les recettes des Comptes Spéciaux ont atteint **548,4 milliards FC**, représentant seulement **27,2%** des prévisions. Le FONER (**106,6%** de réalisation) et le FONAREV (**68,1%**) figurent parmi les rares fonds ayant dépassé ou approché leurs cibles.

3. Dépenses

3.1. Les dépenses du Budget Général se sont élevées à **19.418,2 milliards FC**, soit **84,9%** des prévisions. Les postes les plus exécutés concernent les rémunérations (**91,4%**), la dette publique (**101%**) et le

fonctionnement des ministères (**203%**). En revanche, les investissements financés par ressources propres restent limités.

Les dépenses exécutées à fin juin 2025, sont ventilées par titre de la manière ci-après :

- Dette publique en capital : **762, 0 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **754,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **101,0%**;
- Frais financiers : **326, 9 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **587,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **55,6%** ;
- Dépenses de personnel : **5.464,7 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **6.048,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **90,3%** ;
- Biens et matériels : **863,7 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **397,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **217,4%** ;
- Dépenses de prestations : **2.685,5 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **3.103,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **86,5%** ;
- Transferts et interventions de l'Etat : **4.406,9 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **3.492,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **126,2%** ;
- Equipements : **5.731,5 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **5.794,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **98,9%** ;
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrages et édifice, acquisition immobilière : **1.050,8 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **2.695.9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **32,3%**.

3.2. Dépenses des Budgets Annexes

Les dépenses des Budgets Annexes ont atteint **244,6 milliards FC**, soit **54,2%** des prévisions, en cohérence avec les recettes réalisées.

3.3. Dépenses des Comptes Spéciaux

Les Comptes Spéciaux ont exécuté **548,4 milliards FC** de dépenses, soit **27,2%** des prévisions. L'exécution reste faible, en dépit de bonnes performances ponctuelles de certains fonds.

4. solde

Au 30 juin 2025, le budget enregistre un déficit global de **377,7 milliards FC** et un déficit budgétaire intérieur de **1.636,1 milliards FC**. Ces déséquilibres ont été couverts par des emprunts intérieurs, notamment via les bons et obligations du Trésor.

I. CONTEXTE D'ELABORATION, STRUCTURE ET EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2025

1.1. Contexte d'élaboration

La gestion budgétaire de l'exercice 2025 a été marquée par un processus d'élaboration soumis en deux temps, reflétant les dynamiques économiques et politiques du pays. Initialement, la Loi de Finances pour 2025 a été conçue dans un climat d'optimisme prudent. Les prévisions macroéconomiques reposaient sur une croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) soutenue, portée principalement par les secteurs minier et des services. L'objectif était de consolider les acquis en matière de recettes et de financer les projets d'investissement stratégiques inscrits dans le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG), en particulier ceux liés aux infrastructures, à la santé et à l'éducation, tout en veillant à la maîtrise de l'endettement public.

Cependant, le premier semestre de l'année a mis en lumière des défis imprévus et des ajustements nécessaires. Des facteurs exogènes, tels que la volatilité des prix des matières premières sur les marchés internationaux, et des chocs endogènes, comme l'évolution de la situation sécuritaire dans l'Est du pays, ont rendu caduques certaines hypothèses initiales inscrites dans la Loi de Finances pour l'exercice 2025.

C'est dans ce contexte que la Loi de Finances Rectificative (LFR) pour l'exercice 2025 a été élaborée et promulguée. Cette Loi de Finance Rectificative ne se contente pas de réajuster les plafonds de recettes et de dépenses ; elle traduit une réorientation des priorités du Gouvernement face aux contraintes et opportunités nouvelles.

Elle a permis de redéployer des crédits vers les secteurs les plus sollicités et de financer de nouvelles mesures urgentes, assurant ainsi la cohérence de l'action publique avec la réalité socio-économique du moment par la poursuite de la mise en œuvre du Programme de Développement Local à

la base de 145 territoires et le renforcement des mesures pour contenir l'inflation et stabiliser le Franc Congolais, ainsi que par la perspective d'un nouveau programme triennal avec le FMI permettant d'accéder au financement du Fonds de Résilience et de Durabilité.

Les indicateurs macroéconomiques ayant contribué à l'élaboration de la Loi de finances pour l'exercice 2025 se présentent comme l'indique le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	2025	
	LF	LFR
Taux de croissance	5,7%	5,3%
Déflateur PIB	11,8	8,2
Taux d'inflation moyen	10,3%	8,8%
Taux d'inflation fin période	9,2%	7,8%
Taux de croissance mine	5,30%	8,20%
Taux de change moyen (FC/USD)	2 954,4	2 859,2
Taux de change fin période (FC/USD)	2 976,6	2 880,5
Pression fiscale	15,1%	12,5%
PIB réel en milliards FC	18 036,1	29 206,1
PIB nominal en milliards FC	213 544,4	239 489,7

Source : CPCM/Min. Plan

1.2. Structure de la Loi de Finances Rectificative 2025

Le Budget du Pouvoir Central rectifié de l'exercice 2025 est en équilibre, en recettes et en dépenses, à **50.691,8 milliards de FC**. Comparé à la Loi de finances initiale de **51.553,5 milliards de FC**, il accuse une régression de **1,7%**.

Tableau 2 : Structure de la Loi de Finances Rectificative 2025

N°	Rubrique	BUDGET 2025
I.	RECETTES	50.691.794.155.622
I.1.	BUDGET GENERAL	45.749.605.315.914
1	RECETTES INTERNES	30.647.873.133.038
2	RECETTES EXTERIEURES	15.101.732.182.876
I.2.	BUDGETS ANNEXES	903.004.745.024
I.3.	COMPTES SPECIAUX	4.039.184.094.684
II.	DEPENSES	50.691.794.155.622
II.1.	BUDGET GENERAL	45.749.605.315.914
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1.509.559.890.000
2	FRAIS FINANCIERS	1.175.430.359.538
3	DEPENSES DE PERSONNEL	12.097.393.895.076
4	BIENS ET MATERIELS	794.399.075.784
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	6.206.332.066.313
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	6.985.125.749.004
7	EQUIPEMENTS	11.589.478.887.732
8	CONSTRUCTIONS, REFECTIONS, REHABILITATIONS	5.391.885.392.467
II.2.	BUDGETS ANNEXES	903.004.745.024
II.3.	COMPTES SPECIAUX	4 039.184.094.684

Source : DGPPB

1.3. Exécution de la Loi de Finances Rectificative à fin juin 2025

L'exécution de la Loi de Finances pour l'exercice 2025 s'est déroulée dans un contexte marqué par plusieurs événements majeurs et mesures significatives, répartis comme suit :

- **Sur le plan sécuritaire et humanitaire** : l'occupation par le Rwanda et ses supplétifs de l'AFC/M23 de la partie Est du pays (principalement les Villes de Goma et de Bukavu), la poursuite de l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, le déplacement massif des populations causé par cette guerre d'agression ;

- **Sur le plan diplomatique et politique** : le déploiement d'un front diplomatique de grande envergure pour la recherche de la paix dans l'Est de la République Démocratique du Congo, suite à la guerre d'agression menée par le Rwanda, la signature de l'« Accord de principes à Washington » le 27 juin 2025 entre la RDC et le Rwanda, la mise en place d'un Gouvernement d'ouverture et d'union nationale issu des consultations avec les couches sociales de la population, des partis politiques et personnalités indépendantes du pays ;
- **Sur le plan des finances publiques** : la mise en œuvre des mesures gouvernementales de réduction du train de vie des institutions publiques et de réallocation budgétaire en faveur des dépenses sécuritaires pour faire face à l'agression Rwandaise ayant conduit à la rectification du budget en cours, la conclusion réussie de la sixième revue du programme triennal avec le Fonds Monétaire International (FMI), approuvé par le Conseil d'administration du FMI le 15 janvier 2025.

S'agissant du nouveau partenariat avec le FMI, il s'articule autour de la **Facilité Élargie de Crédit (FEC)** d'un montant de **1,8 milliard USD** et la **Facilité pour la Résilience et la Durabilité (RST)** d'une enveloppe de **1,1 milliard USD**. Ce portefeuille global de **2,9 milliards USD** vise, entre autres, à fournir des appuis budgétaires pour préserver les projets d'investissement budgétisés en 2025, en compensant les effets d'éviction liés au financement accru des dépenses sécuritaires.

II. ETAT D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES A FIN JUIN 2025

La situation préoccupante dans l'Est de la République a exercé une forte pression sur les finances publiques au cours de la période sous examen. Néanmoins, grâce au maintien d'une politique macroéconomique prudente et à un suivi rigoureux de l'exécution budgétaire, la mobilisation des recettes domestiques a pu se maintenir, bien qu'elle demeure vulnérable aux fluctuations des cours internationaux des matières premières.

À fin juin 2025, l'exécution du budget enregistre des recettes de **19.833,5 milliards de FC** contre des dépenses de **20.211,2 milliards de FC**, soit un déficit budgétaire de **377,7 milliards de FC** et un solde budgétaire intérieur déficitaire de l'ordre de **1.636,1 milliards de FC**.

2.1. Recettes mobilisées

Les recettes publiques se sont établies à **19.833,5 milliards de FC** à fin juin 2025, soit un taux de réalisation de **78,3%** par rapport aux assignations linéaires de **25.345,9 milliards de FC** et sont ventilées comme suit :

- Budget Général : **19.040,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **83,2%** par rapport aux assignations linéaires de **22.874,8 milliards de FC** ;
- Budgets Annexes : **244,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **54,2%** par rapport aux prévisions linéaires de **451,5 milliards de FC**;
- Comptes Spéciaux : **548,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **27,2%** par rapport aux prévisions linéaires de **2.019,6 milliards de FC**.

Le tableau 3 ci-après indique le niveau de réalisation des recettes par grande nature.

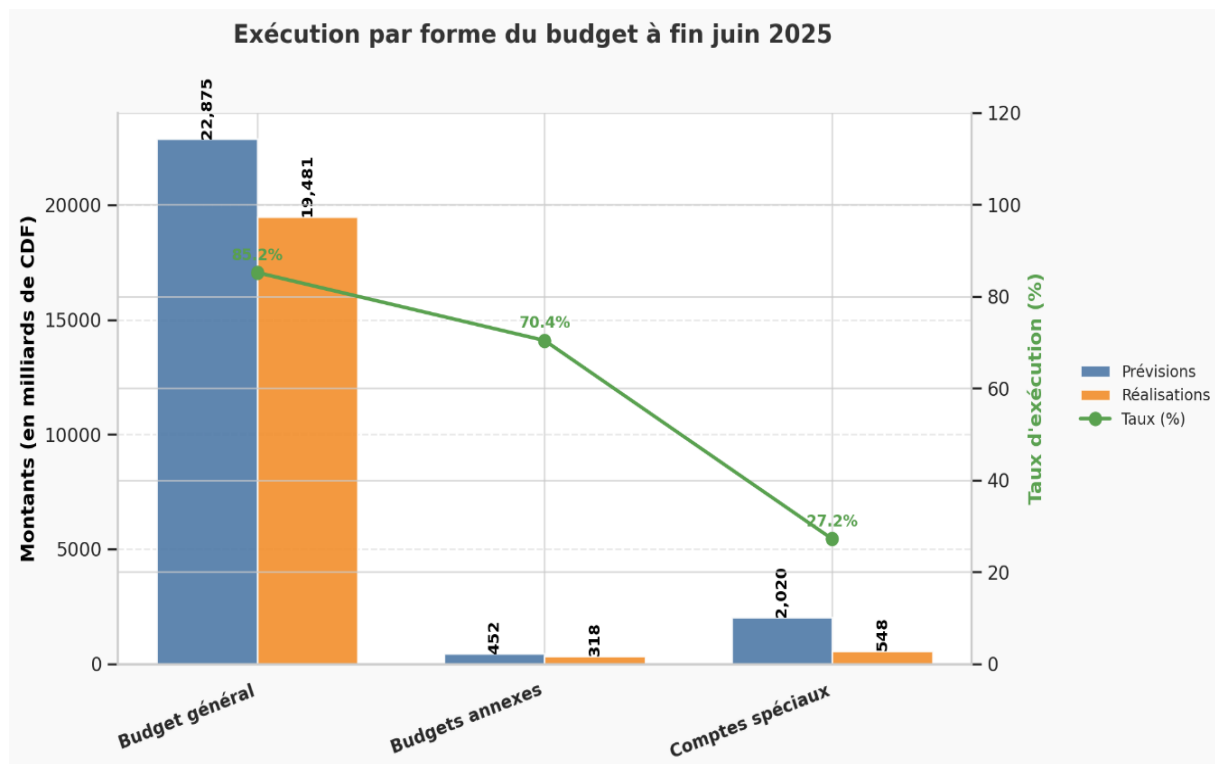
Tableau 3 : Recettes du budget du pouvoir central à fin juin 2025

N°	RUBRIQUES	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
I.	BUDGET GENERAL	45 749 605 315 914	22 874 802 657 957	19 040 580 146 523	83,2
I.1	RECETTES INTERNES	30 647 873 133 038	15 323 936 566 519	15 183 503 308 388	99,1
	RECETTES COURANTES	29 898 785 133 037	14 949 392 566 519	13 389 716 016 933	89,6
	Recettes des Douanes et Accises (DGDA)	6 693 128 152 714	3 346 564 076 357	3 085 687 610 638	92,2
	Recettes des Impôts (DGI)/ HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	16 138 711 508 063	8 069 355 754 032	7 483 987 758 246	92,7
	RECETTES NON FISCALES	6 483 804 071 939	3 241 902 035 969	2 676 370 924 030	82,6
	DGRAD/ Hors Pétroliers	4 935 353 135 814	2 467 676 567 907	2 269 619 432 030	92,0
	Autres Recettes /NON FISCALES	<u>1 548 450 936 125</u>	<u>774 225 468 063</u>	<u>406 751 492 000</u>	<u>52,5</u>
	Royalties (Contrat chinois)	957 215 257 205	478 607 628 603	0	0,0
	Autres recettes	591 235 678 920	295 617 839 460	406 751 492 000	137,6
C.	PETROLIERS PRODUCTEURS	583 141 400 322	291 570 700 161	143 669 724 019	49,3
	DGI	268 925 571 140	134 462 785 570	59 682 854 088	44,4
	DGRAD	314 215 829 182	157 107 914 591	83 986 869 930	53,5
	RECETTES EXCEPTIONNELLES	690 000 000 000	345 000 000 000	1 790 597 000 000	519,0
	FONDS DE CONCOURS POUR LA GUERRE	59 088 000 000	29 544 000 000	3 190 291 455	10,8
I.2	RECETTES EXTERIEURES	15 101 732 182 876	7 550 866 091 438	3 857 076 838 135	51,1
	RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRES	2 965 447 987 262	1 482 723 993 631	0	0,0
	Emprunt programme	2 756 769 149 120	1 378 384 574 560	0	0,0
	Dons budgétaires	208 678 838 142	104 339 419 071	0	0,0
	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	12 136 284 195 614	6 068 142 097 807	3 857 076 838 135	63,6
	Dons projets	8 781 977 731 882	4 390 988 865 941	1 078 072 016 892	24,6
	Emprunts projets	3 354 306 463 732	1 677 153 231 866	2 779 004 821 243	165,7
II.	BUDGET ANNEXES	903 004 745 024	451 502 372 512	244 565 639 175	54,2
III.	COMPTES SPECIAUX	4 039 184 094 684	2 019 592 047 342	548 368 045 017	27,2
	TOTAL RECETTES	50 691 794 155 622	25 345 897 077 811	19 833 513 830 715	78,3

Source : Canevas des recettes, DGPPB, Juin 2025

Le graphique 1 présente la réalisation des recettes par forme du budget à fin juin 2025, soulignant performances, écarts et tendances majeures.

Graphique 1 : Exécution du Budget du pouvoir central à fin juin 2025



Le graphique montre l'exécution du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux. Le budget général concentre la majeure partie des ressources avec un taux d'exécution de **85,2%**, confirmant une mobilisation relativement insuffisante. Il en est de même des budgets annexes qui affichent un niveau d'exécution faible (**70,4%**) et des comptes spéciaux qui se présentent une faible performance (**27,2%**), traduisant une sous-exécution marquée par rapport aux prévisions.

2.1.1. Recettes du Budget Général

Les recettes du Budget général réalisées à fin juin 2025 de l'ordre de **19.040,6 milliards de FC** sont constituées des recettes internes de **15.183,5 milliards de FC** et des recettes extérieures de **3.857,1 milliards de FC**.

2.1.1.1. Recettes internes

Les recettes internes mobilisées à fin juin 2025 ont affiché un taux de réalisation de **99,1%** par rapport à leurs assignations linéaires de **15.323,9 milliards de FC**. Elles sont constituées des recettes courantes, des recettes exceptionnelles et des recettes du fonds de concours pour la guerre.

Ces recettes courantes de l'ordre de **13.389,7 milliards de FC** ont atteint un taux de réalisation de **89,6%** au regard de leurs assignations linéaires fixées à **14.949,4 milliards FC** et comprennent les recettes des douanes et accises, les recettes des impôts, les recettes non fiscales ainsi que les recettes des pétroliers producteurs.

a. Recettes des douanes et accises

Les recettes des douanes et accises mobilisées à fin juin 2025 se chiffrent à **3.085,7 milliards de FC**. Comparées à leurs prévisions linéaires évaluées à **3.346,6 milliards de FC**, elles enregistrent un taux de réalisation de **92,2%**. Elles sont constituées de :

- Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation de l'ordre de **1.089,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.008,1 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **108,1%** ;
- Droits d'accises : **892,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.091,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **81,8%** ;
- Droits de douanes et autres droits à l'importation : **1.081,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **923,1 milliards de FC**, soit un taux de réalisation **117,2%** ;
- Taxes à l'exportation : **9,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **55,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **16,6%** ;

- Amendes et pénalités : **11,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **267,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **4,5%**.

Ces réalisations sont présentées par nature dans le tableau n° 4 ci-après :

Tableau 4 : Recettes des douanes et accises à fin juin 2025

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
I.	Impôts généraux sur les biens et services	2 016 183 141 226	1 008 091 570 613	1 089 851 673 123	108,1
II.	Droits d'accises	2 183 846 141 934	1 091 923 070 967	892 699 269 040	81,8
	Intérieur	1 610 310 914 190	805 155 457 095	677 196 706 700	84,1
	Importation	573 535 227 744	286 767 613 872	215 502 562 340	75,1
III.	Droits de douane et autres droits à l'importation	1 846 171 644 584	923 085 822 292	1 081 934 077 425	117,2
	Droit de Douane	1 846 159 067 914	923 079 533 957	1 081 930 052 791	117,2
	Autres Droits	12 576 670	6 288 335	4 024 634	64,0
IV.	Taxes à l'exportation	111 817 721 369	55 908 860 685	9 266 647 129	16,6
	Sortie minerais	78 229 667 319	39 114 833 659	1 063 730 226	2,7
	Produits agricoles	33 588 054 050	16 794 027 025	8 202 916 904	48,8
V.	Amendes et pénalités	535 109 503 600	267 554 751 800	11 935 943 921	4,5
	TOTAL	6 693 128 152 714	3 346 564 076 357	3 085 687 610 638	92,2

Source : Canevas des recettes, DGPPB, Juin 2025

Le niveau de réalisations observé sur les recettes de douanes et accises est dû aux facteurs ci-après :

- ✓ la persistance de l'insécurité à l'Est du pays, ayant ralenti les activités économiques locales et entraîné des effets indirects négatifs dans d'autres provinces ;
- ✓ la non-application de la mesure excluant les entreprises minières du bénéfice de la subvention étatique sur les produits pétroliers ;

- ✓ la perte de recettes consécutive à l'entrée en vigueur du Décret n°24/07 du 19 septembre 2024, suspendant la perception de la TVA et réduisant les droits sur les produits de première nécessité ;
- ✓ la défiscalisation des articles et ouvrages en matière plastique ;
- ✓ l'accumulation d'un stock important de déclarations liquidées mais non réglées (environ **400 milliards de FC**).

b. Recettes des impôts

Les recettes des impôts hors pétroliers producteurs collectées à fin juin 2025 se chiffrent à **7.483,9 milliards de FC**. Par rapport aux prévisions linéaires de **8.069,4 milliards de FC**, elles accusent un taux de réalisation de **92,7%**.

Elles sont essentiellement ventilées comme suit :

- Impôts professionnels sur les rémunérations : **1.806,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.558,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **115,9%**;
- Impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux mobiliers : **3.680,2 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **4.037,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **91,1%** ;
- Impôts et taxes sur les biens et services : **1.862,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.274,7 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **81,9%**;
- Autres recettes : **135,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **198,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **68,2%**.

Les détails y relatifs sont repris dans le tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5 : Recettes des impôts à fin juin 2025

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025			TAUX REAL.
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN Juin	
I	IMPOTS SUR LES REMUNERATIONS	3 117 225 117 753	1 558 612 558 876	1 806 133 927 726	115,9
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Hors membres des Institutions politiques et Fonctionnaires et Agents publics	1 678 418 101 825	839 209 050 913	870 699 005 070	103,8
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Membres des Institutions politiques	325 303 545 526	162 651 772 763	114 752 709 830	70,6
	<u>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Fonctionnaires et Agents Publics</u>	<u>197 021 751 373</u>	<u>98 510 875 686</u>	<u>123 245 422 664</u>	<u>125,1</u>
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Autres Fonctionnaires et Agents Publics	156 734 508 210	78 367 254 105	98 639 568 231	125,9
	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Agents des régies financières	40 287 243 162	20 143 621 581	24 605 854 433	122,2
	Impôts sur les revenus salariaux des expatriés	445 131 344 672	222 565 672 336	382 166 800 918	171,7
	Impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés	471 350 374 357	235 675 187 178	315 269 989 244	133,8
II	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	8 075 826 786 518	4 037 913 393 259	3 680 182 928 568	91,1
	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	6 416 041 738 168	3 208 020 869 084	2 747 500 454 790	85,6
	Impôts spécial sur les profits excédentaires	471 693 392 366	235 846 696 183	248 013 956 723	105,2
	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petites tailles	19 709 522 728	9 854 761 364	17 721 892 244	179,8
	Impôt professionnel sur les prestations de services de non-résidents	386 330 133 947	193 165 066 974	182 673 874 552	94,6
	Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers des nationaux	782 051 999 309	391 025 999 654	484 272 750 259	123,8
III.	IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	4 549 306 991 485	2 274 653 495 742	1 862 535 542 490	81,9
	Taxe sur la Valeur Ajoutée	4 549 306 991 485	2 274 653 495 742	1 862 535 542 490	81,9
IV.	AUTRES RECETTES	396 352 612 308	198 176 306 154	135 135 359 461	68,2
	Immatriculations automobiles	5 415 214 000	2 707 607 000	2 421 499 576	89,4
	Vente des imprimés	2 105 010 000	1 052 505 000	411 275 471	39,1
	Amendes et pénalités	388 832 388 308	194 416 194 154	132 302 584 414	68,1
	TOTAL DGI HORS PETROLIERS	16 138 711 508 063	8 069 355 754 032	7 483 987 758 246	92,7

Source : Canevas des recettes, DGPPB, Juin 2025

Le niveau des réalisations observé sur les recettes des impôts est dû aux facteurs ci-après :

- ✓ La régularisation du paiement de l'IPR sur les primes de rétrocession versées tardivement aux administrations financières ;
- ✓ les paiements significatifs constatés lors de l'échéance du mois d'avril 2025 se rapportant au solde de l'IBP des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production de l'exercice

fiscale 2025/ revenus 2024 ainsi que par quelques paiements anticipatifs captés au titre du premier acompte provisionnel ;

- ✓ le retard de déclaration et de paiement de l'IPR sur les primes non permanentes des membres des institutions politiques qui résistent encore à l'accomplissement de leur devoir fiscal de retenir, de reverser et de déclarer cet impôt ;
- ✓ la faible déclaration de l'ISPE par les entreprises minières dont les comptabilités ont, dans la plupart des cas, indiqué l'absence d'un large dépassement de l'excédent brut d'exploitation par rapport à celui de l'étude de faisabilité bancaire ;
- ✓ la difficulté à maîtriser le répertoire réel des assujettis. Une amélioration notable ne pourra être obtenue qu'avec l'opérationnalisation du guichet unique, conformément au protocole d'accord conclu avec la DGRK et la DGRK-C.

c. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales encadrées par la DGRAD réalisées à fin juin 2025 se situent à **2.269,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.467,7 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **92,0%**. Les autres recettes non fiscales mobilisées au cours de la période sous examen se chiffrent à **406,8 milliards des CDF**, ramenant les recettes non fiscales à **2.676,4 milliards de FC**.

Les détails y relatifs sont repris dans le tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6 : Recettes DGRAD à fin juin 2025

N°	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	1 484 131 448 737	742 065 724 368	698 936 285 938	94,2
22	AFFAIRES ETRANGERES	43 183 947 692	21 591 973 846	20 974 569 126	97,1
25.a	INTÉRIEUR ET SECURITE	5 564 919 616	2 782 459 808	787 839 642	28,3
25.b	INTÉRIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	4 099 402 188	2 049 701 094	153 071 799	7,5
29	ECONOMIE NATIONALE	10 098 261 686	5 049 130 843	5 567 728 125	110,3
30	FINANCES	47 370 423 760	23 685 211 880	7 590 205 476	32,0
31	BUDGET	1 777 963 920	888 981 960	972 996 941	109,5
32	PLAN	118 739 314	59 369 657	44 773 840	75,4
37	SANTE PUBLIQUE	346 916 980 747	173 458 490 373	171 866 108 580	99,1
40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	15 392 585 038	7 696 292 519	1 272 635 724	16,5

N°	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	12 795 196	6 397 598	7 349 150	114,9
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	4 296 771 741	2 148 385 871	1 506 971 077	70,1
44	AGRICULTURE	60 553 346 736	30 276 673 368	5 605 966 537	18,5
46	INDUSTRIE	39 112 144 024	19 556 072 012	14 877 792 901	76,1
47	COMMERCE EXTERIEUR	89 902 875 375	44 951 437 688	51 588 043 676	114,8
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE	41 873 109 600	20 936 554 800	23 579 862 994	112,6
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	80 446 653 349	40 223 326 675	8 484 324 390	21,1
52	AUTORITE DE REGULATION DES PTT	152 687 741 138	76 343 870 569	109 959 441 208	144,0
52	POSTES, TÉLÉPHONES ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	378 214 572 715	189 107 286 358	205 045 810 870	108,4
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	3 458 724 026	1 729 362 013	252 973 351	14,6
57	TOURISME	4 742 406 617	2 371 203 308	619 012 850	26,1
58	CULTURE ET ARTS	4 924 282 715	2 462 141 358	1 817 047 330	73,8
60	SPORTS ET LOISIRS	2 961 596 093	1 480 798 047	754 025 783	50,9
62	EMPLOI ET TRAVAIL	75 499 433 602	37 749 716 801	40 524 943 977	107,4
63	PREVOYANCE SOCIALE	1 113 202 900	556 601 450	33 956 732	6,1
64	AFFAIRES SOCIALES			15 440 819	
82	PECHE ET ELEVAGE	21 477 193 752	10 738 596 876	1 597 543 976	14,9
86	DIRECTION GÉNÉRALE DE MIGRATION (DGM)	47 884 594 610	23 942 297 305	23 435 849 065	97,9
90	ENTREPREUNARIAT, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	446 780 587	223 390 294	0	0,0
II.	RECETTES JUDICIAIRES	185 112 721 965	92 556 360 983	40 970 622 954	44,3
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	15 200 683 440	7 600 341 720	129 131 341	1,7
34	JUSTICE, GARDE DES SCEAUX ET DROITS HUMAINS	20 240 394 680	10 120 197 340	6 249 466 516	61,8
85	POLICE NATIONALE	111 923 527 265	55 961 763 633	25 330 601 673	45,3
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS	37 748 116 580	18 874 058 290	9 261 423 424	49,1
III.	RECETTES DOMANIALES	3 032 831 676 745	1 516 415 838 372	1 363 696 632 341	89,9
27	DEFENSE NATIONALE	6 665 924 211	3 332 962 105	22 375 047 396	671,3
43	URBANISME ET HABITAT	28 162 653 263	14 081 326 631	12 684 493 482	90,1
48	MINES	2 425 761 600 584	1 212 880 800 292	923 165 002 001	76,1
49	HYDROCARBURES	36 582 015 666	1 212 880 800 292	25 302 703 614	138,3
55	AFFAIRES FONCIÈRES	140 998 329 057	70 499 164 529	42 079 558 046	59,7
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	394 661 153 964	197 330 576 982	338 089 827 800	171,3
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	233 277 288 367	116 638 644 183	166 015 890 797	142,3
74	PORTEFEUILLE	233 277 288 367	116 638 644 183	166 015 890 797	142,3
	TOTAL DGRAD Hors Pétroliers	4 935 353 135 814	2 467 676 567 907	2 269 619 432 030	92,0

Source : Canevas des recettes, DGPPB, Juin 2025

Le niveau de réalisations des recettes non fiscales à fin juin 2025 s'explique par les facteurs ci-après :

- ✓ le retard enregistré dans la création des nouveaux sites de délivrance de permis de conduire ainsi que dans la signature de l'avenant portant sur la clé de répartition des produits de vente des permis de conduire, entre le Gouvernement Congolais et l'Investisseur occasionnant un manque de l'ordre de **57,6 milliards de FC**. A ce sujet, il convient de signaler que les recettes enregistrées dans le compte séquestre s'élève à **1,2 millions de dollars US** soit, **3,4 milliards de FC** ;

- ✓ les mesures d'allégements fiscaux en faveur des opérateurs économiques œuvrant dans les provinces sous état de siège, dont le manque à gagner est évalué à **20,9 milliards de FC** ;
- ✓ la mesure de suspension temporaire des exportations du cobalt de la République Démocratique du Congo, pour un manque à gagner s'élève à **305,1 milliards de FC** ;
- ✓ le manque à gagner évalué à **1.9 milliards de FC** résultant du monopole de commercialisation des diamants produits par SACIM, excluant les autres soumissionnaires aux tenders.
- ✓ la suspension des opérations minières notamment, la production et l'exportation de cathode de cuivre à l'une des mines souterraines de la Société KAMOA SA suite à l'éboulement. La persistance de cette mesure, peut entraîner un manque à gagner estimé à **21,4 milliards de FC** soit **7,5 millions de dollars US** par mois ;
- ✓ la non activation de l'acte relatif aux *droits de vente de la carte d'identité*, en raison de l'absence de signature du contrat entre l'État et le prestataire retenu pour la délivrance des cartes à la population;
- ✓ la non activation de certains actes générateurs, faute de signature des arrêtés interministériels y afférents ;
- ✓ l'absence de missions mixtes conjointes avec la DGRAD ;
- ✓ la persistance de l'insécurité dans l'Est du pays, avec environ 32 circonscriptions foncières situées dans des zones sous occupation ;
- ✓ le non paramétrage, dans le logiciel SYDONIA de la DGDA, du nouvel arrêté interministériel Finances–Pêche et Élevage n° 646/CAB.MIN/PE.EL/2025 ;
- ✓ la non actualisation de l'arrêté interministériel fixant les taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère de l'Économie nationale ;

- ✓ le démarrage du contrôle économique saisonnier uniquement après le dépôt des états financiers, fixé réglementairement au 30 juin de chaque année ;
- ✓ la baisse des redevances superficielles, consécutive à l'assainissement de l'espace minier par la réduction du nombre de carrés miniers ;
- ✓ la baisse des cours des produits miniers sur le marché international.

d. Recettes des pétroliers producteurs

Les recettes des pétroliers producteurs ont été mobilisées à hauteur de **143,7 milliards de FC** à fin juin, contre une prévision linéaire de **291,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **49,3%**.

Les réalisations des recettes des pétroliers producteurs sont présentées par Administration Financière dans le tableau 7.

Tableau 7 : Recettes des pétroliers producteurs à fin juin 2025

Code - At	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL
I.	DGI	268 925 571 140	134 462 785 570	59 682 854 088	44,4
II.	DGRAD	314 215 829 182	157 107 914 591	83 986 869 930	53,5
Pétroliers producteurs		583 141 400 322	291 570 700 161	143 669 724 019	49,3

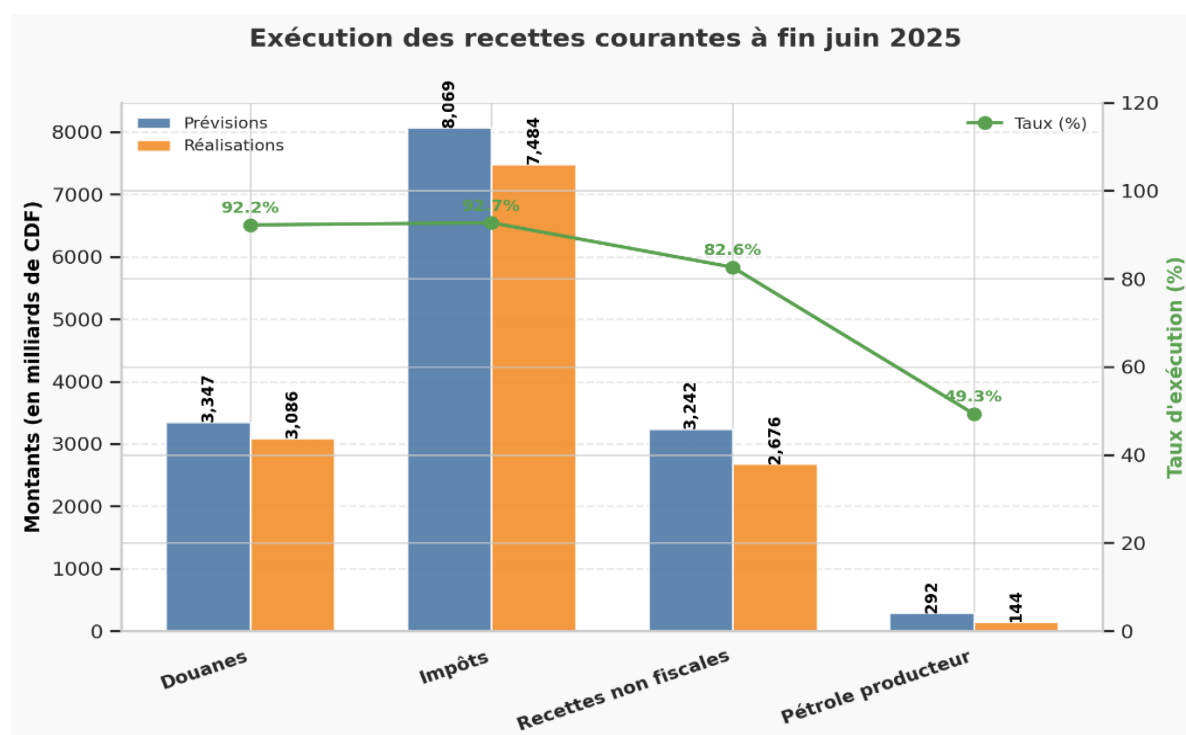
Source : Canevas des recettes, DGPPB, Juin 2025

Ces réalisations comprennent notamment les recettes relatives à l'Impôt sur le Bénéfice et Profits (IBP) perçu par la Direction Générale des Impôts de **59,7 milliards de FC** et la part des recettes non fiscales de **83,9 milliards de FC**, constituées de la marge distribuable de **28,9 milliards de FC**, des royalties de **19,9 milliards de FC**, des dividendes on shore de **26,5 milliards de FC** et des participations off-shore de **8,7 milliards de FC**.

Cette contreperformance est due essentiellement à la chute du cours du baril sur le marché international, à la baisse de la production de pétrole brut liée à l'épuisement des gisements ainsi qu'à la hausse des charges d'exploitation corollairement à cette diminution de la production.

Le graphique 2 suivant illustre le niveau de réalisation des recettes courantes à fin juin 2025, mettant en évidence écarts constatés.

Graphique 2 : Exécution des recettes courantes à fin juin 2025



L'exécution des recettes courantes révèle une contreperformance des impôts (**92,7%**) et des douanes (**92,2%**), dans le recouvrement de leurs recettes respectives. De même, les recettes non fiscales affichent **82,6%** de taux de réalisation. Aussi, les recettes des pétroliers producteurs affichent-elles **49,3%** des prévisions, ce qui constitue une faiblesse majeure. Cette dynamique souligne l'importance des régies financières classiques face à l'instabilité des revenus pétroliers.

e. Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles, constituées principalement des obligations du trésor, ont été mobilisées à hauteur de **1.790,6 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **345,0 milliards de FC**, soit **519,0%** de réalisation, tel que renseigné dans le tableau 8.

Tableau 8 : Recettes exceptionnelles

Code - At	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL
	Produits des emprunts intérieurs	690 000 000 000	345 000 000 000	1 790 597 000 000	519,0

Source : PTR à fin juin 2025

f. Fonds de concours pour la guerre

Ces recettes proviennent essentiellement de l'effort de guerre et se chiffrent à **3,2 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **29,5 milliards de FC**, soit **10,8%** de réalisation suivant le tableau 9 ci-dessous.

Tableau 9 : Recettes des fonds de concours pour la guerre

Code - At	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL
	Fonds de concours pour la guerre	59 088 000 000	29 544 000 000	3 190 291 455	10,8

Source : PTR à fin Juin 2025

2.1.1.2. Recettes extérieures

Le niveau des décaissements des bailleurs enregistrés à fin juin 2025 au titre des recettes extérieures se chiffre à **3.857,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **7.550,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **51,1%**. Il se rapporte essentiellement aux recettes de financement des investissements de **3.857,1 milliards de FC**, au titre de dons projets à hauteur de **1.078,1 milliards de FC** et d'emprunts projets de **2.779,0 milliards de FC**.

Ces décaissements sont repris dans le tableau 10 ci-dessous.

Tableau 10 : Recettes extérieures à fin juin 2025

Bailleurs / Prog. et Projets	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL
RECETTES D'APPUI BUDGETAIRES	2 965 447 987 262	1 482 723 993 631	0	0,0
EMPRUNTS- PROGRAMME	2 756 769 149 120	1 378 384 574 560	0	0,0
Banque Mondiale	1 968 029 269 417	984 014 634 709	0	0,0
FMI (FEC)	525 866 042 205	262 933 021 102	0	0,0
FMI (RST)	262 873 837 499	131 436 918 749	0	0,0
DONS BUDGETAIRES	208 678 838 142	104 339 419 071	0	0,0
Banque Mondiale	160 761 089 341	80 380 544 671	0	0,0
France	47 917 748 801	23 958 874 400	0	0,0
RECETTES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	12 136 284 195 614	6 068 142 097 807	3 857 076 838 135	63,6
DONS PROJETS	8 781 977 731 882	4 390 988 865 941	1 078 072 016 892	24,6
Banque Mondiale (B.M)	2 633 141 989 953	1 316 570 994 977	915 803 943 474	69,6
Banque Africaine de Développement (BAD)	640 355 026 211	320 177 513 105	0	19,4
Union Européenne	237 243 457 903	118 621 728 952	141 706 940 307	119,5
Suède			20 561 133 110	
France	2 199 272 829 428	1 099 636 414 714	0	0,0
Etats-Unis (USAID)	17 610 112 521	8 805 056 261	0	0,0
Corée du sud	556 293 824 000	278 146 912 000	0	0,0
Suisse (Alliance RSS)	60 742 449 218	30 371 224 609	0	0,0
Allemagne	456 014 630 569	228 007 315 284	0	0,0
Belgique	62 567 269 711	31 283 634 855	0	0,0
Grande Bretagne (Royaume uni)	122 155 127 170	61 077 563 585	0	0,0
Japon	17 801 745 590	8 900 872 795	0	0,0
Inde	421 823 349 608	210 911 674 804	0	0,0
Chine	1 253 551 920 000	626 775 960 000	0	0,0
FIDA	103 404 000 000	51 702 000 000	0	0,0
EMPRUNTS PROJETS	3 354 306 463 732	1 677 153 231 866	2 779 004 821 243	165,7
Banque Mondiale	2 669 836 703 605	1 334 918 351 803	2 668 303 146 384	199,9
Banque Africaine de Développement	660 328 514 737	330 164 257 368	97 001 483 018	29,4
France	24 141 245 389	12 070 622 695	631 825 358	5,2
Inde			3 698 572 342	
Ofid			9 369 794 141	
TOTAL	15 101 732 182 876	7 550 866 091 438	3 857 076 838 135	51,1

Source : DGPPB, Juin 2025

Les dons projets de **1.078,1 milliards de FC** ont été financés par la Banque Mondiale, l'Union Européenne et la Suède respectivement à hauteur de **915,8 milliards de FC**, de **141,8 milliards de FC** et de **20,6 milliards de FC**.

La ventilation des emprunts projets par bailleurs se présente comme suit :

- Banque Mondiale : **2.668,3 milliards de FC** ;
- Banque Africaine de Développement : **97,0 milliards de FC** ;
- France : **0,6 milliards de FC** ;
- Inde : **3,7 milliards de FC** ;
- Ofid : **9,4 milliards de FC**.

2.1.2. Recettes des Budgets annexes

Les recettes des budgets annexes sont constituées de recettes propres des établissements publics d'enseignement supérieur et universitaire, des hôpitaux généraux de référence et des budgets annexes reclassés.

A fin juin 2025, ces recettes ont été mobilisées à hauteur de **244,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **451,5 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **54,2%**, comme indiqué dans le tableau 11 ci-après :

Tableau n°11 : Recettes des budgets annexes à fin juin 2025

N°	SECTEUR	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL
1	ESU / Etablissements Publics d'Enseignement Supérieur et Universitaire	425 758 861 844	212 879 430 922	121 645 389 098	57,1
2	SANTE/Hôpitaux généraux de références	322 345 000 000	161 172 500 000	82 652 564 103	51,3
3	BUDGETS ANNEXES RECLASSES	<u>154 900 883 180</u>	<u>77 450 441 590</u>	<u>40 267 685 974</u>	52,0
TOTAL		903 004 745 024	451 502 372 512	244 565 639 175	54,2

Source : DGPPB, ESU et Santé, Juin 2025

Il ressort de ce tableau que les recettes des budgets annexes réalisées comprennent **121,6 milliards de FC** pour les universités et instituts supérieurs, **82,7 milliards de FC** pour les hôpitaux généraux de références et **40,2 milliards de FC** pour les Budgets annexes reclassés.

2.1.3. Recettes des Comptes spéciaux

A fin juin 2025, les recettes de cette catégorie se chiffrent à **548,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.019,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **27,2%**.

Ces recettes concernent les comptes d'affectation spéciale repris dans le tableau 12 ci-après :

Tableau 12 : Recettes des comptes spéciaux à fin juin 2025

N°	RUBRIQUES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx réal. (%)
1.	FONER	433 875 816 495	216 937 908 247	231 181 215 180	106,6
2.	Fonds de Promotion de l'Education (FPEN)	10 210 731 776	5 105 365 888	2 869 012 341	56,2
3.	Fonds de Promotion Culturelle (FPC)	24 474 732 475	12 237 366 238	8 770 299 881	71,7
4.	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE / FPI	1 767 703 820 460	883 851 910 230		
5.	Régie des Voies Aériennes (RVA) / (Go-Pass)	108 115 873 919	54 057 936 959	21 919 524 106	40,5
6.	Fonds de Promotion du Tourisme (FPT)	90 832 556 773	45 416 278 386		
7.	FONDS FORESTIER NATIONAL /FFN	30 696 764 165	15 348 382 083		
8.	Fonds Minier des Générations Futures (FOMIN)	272 370 707 541	136 185 353 770	77 367 193 289	56,8
9.	FONDS DE SOUTIEN ET DE DEVELOPEMENT DES FARDC ET SERVICES DE SECURITE / FSD-FARDC	296 974 084 921	148 487 042 460		
10.	FONDS NATIONAL DE REPARATION DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES (FONAREV)	605 013 889 812	302 506 944 906	206 085 983 437	68,1
11.	FONDS D'INTERVENTION POUR L'ENVIRONNEMENT	61 005 973 993	30 502 986 997	174 816 782	0,6
12.	FONDS D'INVESTISSEMENT STRATEGIQUE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (FIS-RDC)	337 909 142 355	168 954 571 177		
TOTAL		4 039 184 094 684	2 019 592 047 342	548 368 045 017	27,2

Source : DGPPB, Comptes Spéciaux, Juin 2025

2.2. Dépenses exécutées

La mobilisation des recettes de cette période a permis au Gouvernement de la République de faire face aux dépenses telles qu'exécutées pendant cette période. Ces dépenses ont atteint un niveau de **20.207,2 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **25.345,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **79,7%**.

Les dépenses du Budget Général s'élèvent à **19.418,2 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **22.874,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **84,9%**.

Quant aux dépenses des Budgets Annexes, elles ont été exécutées à hauteur de leur niveau des recettes soit, **244,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **451,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **54,2%**, de même, celles se rapportant aux Comptes Spéciaux ont été exécutées à hauteur de **548,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.019,6 milliards de FC** dégageant un taux d'exécution de **27,2 %**.

2.2.1. EXECUTION DES DEPENSES PAR TITRES

Les dépenses exécutées sont ventilées par titre de la manière ci-après :

Dette publique en capital : 762, 0 milliards de FC contre les prévisions linéaires de **754,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **101,0%** ;

- **Frais financiers : 326, 9 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **587,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **55,6%** ;
- **Dépenses de personnel : 5.464,7 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **6.048,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **90,3%** ;
- **Biens et matériels : 863,7 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **397,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **217,4%** ;
- **Dépenses de prestations : 2.685,5 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **3.103,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **86,5%** ;

- **Transferts et interventions de l'Etat : 4.406,9 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **3.492,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **126,2%** ;
- **Equipements : 5.731,5 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **5.794,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **98,9%** ;
- **Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrages et édifice, acquisition immobilière : 1.050,8 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **2.695,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **32,3%**.

L'exécution budgétaire révèle une bonne maîtrise des dépenses contraignantes (dette publique : **101,0%** ; personnel : **90,3%**), alors que les frais financiers restent sous-exécutés (**55,6%**). Les dépenses de fonctionnement sont contrastées avec une sur-exécution en biens et matériels (**217,4%**) et en transferts (**126,2%**) ainsi qu'une sous-exécution en dépenses de prestations (**86,5%**).

S'agissant des dépenses en capital, les équipements accusent un taux d'exécution de **101,0%**, tandis que la construction et réhabilitation affichent une sous-exécution (**39,0%**) portée par les investissements financés sur ressources extérieures à hauteur de **3.857,1 milliards de FC**.

Dans l'ensemble, l'exécution demeure dominée par les dépenses de fonctionnement, avec une faiblesse persistante des investissements sur ressources propres.

2.2.2. EXECUTION DES DEPENSES PAR RUBRIQUE

Les détails sur l'exécution du Budget du Pouvoir Central par rubrique sont repris dans le tableau 13 ci-dessous :

Tableau n° 13 : Dépenses du budget général par rubrique

Rubrique	Voté	Prév. Lin.	Exécution	Taux d' Exéc.
Bourse d'Études	29 500 000 000	14 750 000 000		0,0%
Charges Communes	461 942 432 574	230 971 216 287	541 425 342 738	234,4%
Contrepartie des Projets	159 735 004 756	79 867 502 378	19 814 184 978	24,8%
Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	5 810 000 000 000	2 905 000 000 000	761 285 622 556	26,2%
Dette Publique	1 509 559 890 000	754 779 945 000	762 037 561 418	101,0%
Financement des Réformes	153 383 333 333	76 691 666 667	167 406 243 873	218,3%
Fonctionnement des Institutions	1 549 811 957 753	774 905 978 877	1 434 191 162 413	185,1%
Fonctionnement des Ministères	3 038 477 192 356	1 519 238 596 178	3 083 820 296 649	203,0%
Fonds de Péréquation	1 508 799 240 768	754 399 620 384	94 515 330 529	12,5%
Frais Financiers	1 175 430 359 537	587 715 179 769	326 977 669 554	55,6%
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 173 827 680 722	586 913 840 361	536 261 263 598	91,4%
Investissements sur Ressources Extérieures	12 136 284 195 614	6 068 142 097 807	3 857 076 838 135	63,6%
Investissements sur Ressources Propres	885 532 252 432	442 766 126 216	676 961 347 124	152,9%
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	1 324 739 771 894	662 369 885 947	260 020 818 305	39,3%
Investissements sur Cession Actifs miniers (Contrat Chinois)	957 215 257 205	478 607 628 603		0,0%
Mise à la Retraite	146 868 664 778	73 434 332 389	70 103 053 161	95,5%
Rémunérations	11 478 736 097 225	5 739 368 048 612	5 247 597 553 097	91,4%
Rétrocession aux Régies Financières	1 042 758 216 927	521 379 108 464	970 914 935 635	186,2%
Subventions aux Organismes Auxiliaires	100 571 003 541	50 285 501 771	8 285 066 197	16,5%
Subventions aux Services Déconcentrés	26 731 250 000	13 365 625 000		0,0%
Subventions aux Services Ex-BPO	30 480 000 000	15 240 000 000	975 855 766	6,4%
Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	945 828 106 539	472 914 053 270	570 944 282 014	120,7%
TVA Remboursable	103 393 407 959	51 696 703 980	27 634 783 378	53,5%
Total général	45 749 605 315 914	22 874 802 657 957	19 418 249 211 118	84,9%

Source : DGPPB, ESB à fin juin 2025

Certaines rubriques ont connu une exécution dépassant **200%**, telles que les charges communes, le financement des réformes et le fonctionnement des ministères ; les autres ont connu une exécution dépassant les **100%** en l'occurrence, le fonctionnement des Institutions et le fonctionnement en termes de transferts aux provinces et la rétrocession aux régies, à l'inverse les Investissements sur Cession d'Actifs miniers (Contrat Chinois), la Subvention aux Services Déconcentrés et la Bourse d'Études qui n'ont pas connu un début d'exécution.

Il ressort de ce tableau que :

1°. Charges communes

Exécutées à hauteur de **541,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **230,9 milliards de FC**, Les dépenses des charges communes ont connu un taux d'exécution de **234,4%**.

Les dépenses liées aux charges communes ont permis de rencontrer les besoins en frais relatifs au paiement ci -après :

- la communication et télécommunication ;
- la location immobilière (baux et loyers) et satellite ;
- l'alimentation en eau et énergie électrique ;
- la prise en charge médicale des agents et cadres des ministères ;
- les frais funéraires des cadres et agents de l'Administration Publique.

2°. Dépenses exceptionnelles sur ressources propres

Pendant cette période, le Gouvernement de la République a débloqué **761,3 milliards de FC** pour faire face aux dépenses exceptionnelles contre **2.905,0 milliards de FC** de prévision linéaire, soit un taux d'exécution de **26,2%**. Les détails de ces dépenses sont éclatés dans le tableau 14 ci-dessous :

Tableau n° 14 : Dépenses exceptionnelles sur ressources propres

Code Section	Section	Voté	Prév. Lin.	Exécution	Taux d'Exéc.
25	INTÉRIEUR ET SECURITE	519 098 686 200	259 549 343 100	886 138 470	0,30%
27	DEFENSE NATIONALE	4 890 901 313 800	2 445 450 656 900	677 453 795 492	27,70%
31	BUDGET	40 000 000 000	20 000 000 000	19 645 629 131	98,20%
32	PLAN ET COORDINATION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT	100 000 000 000	50 000 000 000	149 516 032	0,30%
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	215 000 000 000	107 500 000 000	22 056 954 000	20,50%
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	45 000 000 000	22 500 000 000	39 635 201 332	176,20%
Total général		5 810 000 000 000	2 905 000 000 000	759 827 234 456	26,20%

Source : DGPPB, ESB à fin juin 2025

Ces dépenses ont servi notamment :

- au paiement des factures spécifiques pour le renforcement de la sécurité ;
- au paiement de la prime de guerre en faveur des militaires et policiers dans les zones d'opérations ;
- à la couverture des besoins relatifs au recrutement et à la formation urgente des militaires ;
- à la prise en charge des familles victimes des inondations suite aux pluies diluviennes enregistrées à travers le pays ;
- au paiement des arriérés lié aux opérations électorales.

3°. Dette publique et frais financiers

A fin juin 2025, le paiement du principal de la dette publique et des frais financiers a été effectué à hauteur de **1.089,0 milliards de FC** sur une prévision linéaire de **1.342,5 milliards de FC**, ce qui dégage un taux d'exécution de **81,1%**.

Les détails sur l'exécution de la dette et frais financier du pouvoir central par rubrique sont repris dans le tableau 15 ci-dessous :

Tableau n° 15 : Dépenses de la dette publique et frais financiers

Code	Titre	Article	Nature économique	Voté	Prév. Lin.	Exécution	Tx d' Exéc.
1	DETTE PUBL EN CAPITAL			1 509 559 890 000	754 779 945 000	762 037 561 418	101,0%
	1162	DETTE EXT		505 000 000 000	252 500 000 000	249 575 126 802	98,8%
		11621	Club de Paris	124 449 942 628	62 224 971 314		0,0%
		11623	Club de Kinshasa	205 340 749 385	102 670 374 693	74 113 571 112	72,2%
		11624	Dette Multilatérale	175 209 307 987	87 604 653 994	175 461 555 690	200,3%
	1171	DETTE INTER		1 004 559 890 000	502 279 945 000	512 462 434 616	102,0%
		11711	Dette Sociale	108 703 420 203	54 351 710 102	52 589 982 495	96,8%
		11712	Dette Commerciale	669 677 169 677	334 838 584 839	261 140 948 435	78,0%
		11713	Dette Financière	226 179 300 120	113 089 650 060	198 731 503 686	175,7%
2	FRAIS FINANC			1 175 430 359 537	587 715 179 769	326 977 669 554	55,6%
	2671	INT/ DETTE INTERIEURE		1 012 430 359 537	506 215 179 769	41 245 709 194	8,1%
		26711	Intérêts/ dette fin inté	138 061 262 708	69 030 631 354	41 245 709 194	59,7%
		26712	Intérêts moratoires	185 067 873 727	92 533 936 864		0,0%
		26713	Intérêts titrisés	689 301 223 102	344 650 611 551		0,0%
	2672	INTERETS/ DETTE EXTERIEURE		163 000 000 000	81 500 000 000	285 731 960 360	350,6%
		26721	Intérêts sur Club de Paris	35 444 201 348	17 722 100 674	1 937 845 671	10,9%
		26723	Intérêts sur Club de Kin	50 121 869 857	25 060 934 929	62 350 657 359	248,8%
		26724	Intérêts sur la dette multilatérale	77 433 928 795	38 716 964 398	221 443 457 330	572,0%
Total général				2 684 990 249 537	1 342 495 124 769	1 089 015 230 972	81,1%

Source : DGPPB, ESB à fin juin 2025

Hormis les frais financiers, la dette publique a été exécutée à hauteur de **762,0 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **754,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **101,0%**. Il s'agit des paiements de la dette extérieure pour un montant de **249,6 FC milliards de FC** au profit du Club de Kinshasa (**74,1 milliards de FC**), et la dette Multilatérale (**175,5 milliards de FC**) ainsi que de la dette intérieure de l'ordre de **512,5 milliards de FC** composée de la dette commerciale (**261,1 milliards de FC**), la dette sociale (**52,6 milliards de FC**) et la dette financière (**198,7 milliards de FC**).

Quant aux frais financiers, ils ont enregistré un taux d'exécution de **55,6%**, découlant d'un import de **326,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **587,7 milliards de FC**.

Ces montants ont permis de payer la créance de l'Etat envers la Banque Centrale du Congo pour Intérêts sur la dette financière intérieure de l'ordre de **41,2 milliards de FC** ainsi que les frais financiers extérieures pour un montant de **285,7 milliards de FC**.

4°. Fonctionnement des Institutions

Les dépenses de fonctionnement des Institutions ont été exécutées à **185,1%**, soit **1.434,2 milliards de FC** contre **774,9 milliards de FC** prévues pour le premier semestre. Les détails sur l'exécution de ces dépenses par institutions sont repris dans le tableau 16 ci-dessous :

Tableau n° 16 : Dépenses de fonctionnement des Institutions

Fonct des Institutions	INSTITUIONS	1 549 811 957 753	774 905 978 877	1 434 191 162 413	185,1%
10	PRÉSIDENTE DE LA RÉP	392 318 342 071	196 159 171 035	850 787 468 907	433,7%
11	PRIMATURE	42 669 596 252	21 334 798 126	94 676 964 470	443,8%
12	VICE-PRIMATURE	2 302 195 766	1 151 097 883		0,0%
15	CHANC DES ORDRES NATION	18 783 403 444	9 391 701 722	3 943 278 253	42,0%
16	ASSEMBLEE NATIONALE	481 243 805 177	240 621 902 588	259 929 990 986	108,0%
17	SÉNAT	215 433 410 151	107 716 705 075	118 825 228 860	110,3%
20	POUVOIR JUDICIAIRE	207 543 489 330	103 771 744 665	68 923 991 293	66,4%
21	SEC GENERAL DU GOUV	63 686 667 733	31 843 333 867	9 985 141 928	31,4%
76	COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACC DE LA St SYLVESTRE	912 762 780	456 381 390		0,0%
77	CENI	23 166 343 237	11 583 171 618		0,0%
79	CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE	18 249 934 674	9 124 967 337	8 956 875 218	98,2%
80	CONS SUP DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	10 757 456 722	5 378 728 361	2 749 661 486	51,1%

81	COM NAT DES DROITS DE L'HOMME	13 616 015 364	6 808 007 682	1 318 538 050	19,4%
85	COUR DES COMPTES	58 706 479 368	29 353 239 684	14 094 022 962	48,0%
93	OPPOSITION POLITIQUE	422 055 686	211 027 843		0,0%
Total général		1 549 811 957 753	774 905 978 877	1 434 191 162 413	185,1%

Source : DGPPB, ESB à fin juin 2025

Le niveau de sur-exécution de **185,1%** des Institutions est principalement imputable à la Présidence de la République (**433,7 %**) et à la Primature (**443,8%**), dont les décaissements ont dépassé les allocations prévues. À l'inverse, plusieurs Institutions affichent une exécution nulle (CENI, CNSA, Opposition Politique), tandis que d'autres présentent une exécution inférieure à la moyenne notamment, le Secrétariat Général du Gouvernement (**31,4%**), la Commission Nationale des Droits de l'Homme (**19,4 %**) et la Cour des Comptes (**48,0 %**).

Les deux Chambres du Parlement ont enregistré une exécution proche ou légèrement supérieure aux prévisions (Assemblée Nationale : **108,0 %**, Sénat : **110,3 %**).

En somme, l'exécution se caractérise par un déséquilibre marqué, avec des surconsommations importantes au niveau de l'Exécutif et des sous-consommations persistantes dans plusieurs organes de contrôle et institutions indépendantes.

Ces dépenses concernent notamment, le fonds spécial d'intervention en faveur des institutions, les frais de fonctionnement des services ainsi que les frais secrets de recherche.

5°. Fonctionnement des ministères

Les dépenses de fonctionnement des ministères se sont situées à **3.083,8 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **1.519,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **203,0%**. Cette catégorie de dépenses est reprise dans le tableau 17 ci-dessous :

Tableau n° 17 : dépenses de fonctionnement des Ministères

Code	Section	Voté	Prév. Lin.	Exécution	Tx d' Exéc.
22	AFFAIRES ÉTRANGERES	119 864 731 738	59 932 365 869	127 952 220 848	213,5%
23	COOP INTER, REG ET FRANC	8 339 454 386	4 169 727 193	3 253 357 384	78,0%
24	DECENTRALISATION	5 709 582 677	2 854 791 338	112 490 412	3,9%
25	INTÉRIEUR ET SECURITE	282 657 417 460	141 328 708 730	344 594 941 929	243,8%
26	REL AVEC LES PARTIS POLIT	1 121 668 679	560 834 339	94 220 420	16,8%
27	DEFENSE NATIONALE	710 999 751 772	355 499 875 886	593 752 704 076	167,0%
28	ANCIENS COMBATTANTS	5 076 523 428	2 538 261 714	776 114 400	30,6%
29	ÉCONOMIE NATIONALE	10 990 342 432	5 495 171 216	1 110 063 170	20,2%
30	FINANCES	101 150 970 044	50 575 485 022	1 092 687 063 973	2160,5%
31	BUDGET	60 721 810 501	30 360 905 250	56 070 178 584	184,7%
32	PLAN	46 694 754 947	23 347 377 474	1 642 864 636	7,0%
33	RECONSTRUCTION	1 001 523 627	500 761 814	80 314 164	16,0%
34	JUSTICE ET GARDE DES SC	39 002 519 399	19 501 259 700	56 072 661 538	287,5%
35	REF INSTITUTIONNELLES	8 255 658 346	4 127 829 173	207 867 500	5,0%
36	REL AVEC LE PARLEMENT	2 380 844 662	1 190 422 331	32 300 000	2,7%
37	SANTE PUB, HYG ET PREV	297 956 722 886	148 978 361 443	35 739 608 215	24,0%
38	EDUC NAT ET NVLLE CIT	749 271 634 112	374 635 817 056	612 506 678 915	163,5%
40	E S U	37 050 491 210	18 525 245 605	1 038 902 090	5,6%
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	37 371 110 904	18 685 555 452	14 255 804 584	76,3%
42	INFRASTRUCTURES ET TP	40 257 629 692	20 128 814 846	751 412 045	3,7%
43	URBANISME ET HABITAT	13 993 351 872	6 996 675 936	1 521 557 123	21,7%
44	AGRICULTURE	57 788 684 085	28 894 342 043	1 180 715 174	4,1%
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	40 403 151 921	20 201 575 961	4 547 813 271	22,5%
46	INDUSTRIE	6 072 039 641	3 036 019 821	1 754 512 157	57,8%
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	6 434 956 398	3 217 478 199	2 441 174 171	75,9%
48	MINES	6 866 180 972	3 433 090 486	400 513 150	11,7%
49	HYDROCARBURES	3 715 717 204	1 857 858 602	2 320 000 824	124,9%
50	RESSOURCES HYD ET ELECT	10 777 471 537	5 388 735 769	306 334 553	5,7%
51	TRANSPORTS	34 856 534 443	17 428 267 222	14 785 803 797	84,8%
52	POSTES (PTNTIC)	7 674 879 373	3 837 439 686	484 745 424	12,6%
53	COMMUNICATION ET MED	10 900 982 797	5 450 491 399	16 278 561 291	298,7%
54	DROITS HUMAINS	4 797 549 247	2 398 774 623	2 156 298 311	89,9%
55	AFFAIRES FONCIERES	2 839 174 401	1 419 587 201	394 027 650	27,8%
56	ENVIRONNEMENT ET DEV	7 728 761 102	3 864 380 551	1 200 440 186	31,1%
57	TOURISME	47 812 983 863	23 906 491 932	39 835 150 200	166,6%
58	CULTURE ET ARTS	6 359 861 609	3 179 930 805	294 771 900	9,3%
59	JEUNESSE	8 955 900 283	4 477 950 142	3 062 236 500	68,4%
60	SPORTS ET LOISIRS	18 225 849 533	9 112 924 767	1 922 978 761	21,1%
61	FONCTION PUBLIQUE	10 906 441 330	5 453 220 665	10 562 253 979	193,7%
62	EMPLOI ET TRAVAIL	4 358 350 791	2 179 175 396	3 391 268 650	155,6%
63	PREVOYANCE SOCIALE	4 100 000 000	2 050 000 000	32 300 000	1,6%
64	AFFAIRES SOCIALES	18 686 025 340	9 343 012 670	152 300 000	1,6%
65	GENRE, FAMILLE ET ENF	6 537 528 130	3 268 764 065	2 409 416 850	73,7%
68	PERSONNE VIV AVEC HAND	10 638 000 811	5 319 000 406	1 993 894 294	37,5%
69	INTEGRATION REGIONALE	5 997 436 526	2 998 718 263	3 302 580 137	110,1%
70	ACTIONS HUMANITAIRES	6 878 488 109	3 439 244 055	402 460 000	11,7%
71	NUMERIQUE	5 729 110 284	2 864 555 142	32 300 000	1,1%
74	PORTEFEUILLE	12 935 107 472	6 467 553 736	257 300 000	4,0%
78	FORMA PROFESSIONNELLE	45 971 583 424	22 985 791 712	881 319 057	3,8%
82	PECHE ET ELEVAGE	24 217 597 754	12 108 798 877	22 025 781 313	181,9%
83	AFFAIRES COUTUMIERES	3 177 002 986	1 588 501 493	208 836 931	13,1%
84	AMENAGEMENT DU TER	8 237 023 302	4 118 511 651	516 582 109	12,5%
90	ENTREPRENARIAT DES PME	8 028 322 917	4 014 161 459	32 300 000	0,8%
Total général		3 038 477 192 356	1 519 238 596 178	3 083 820 296 649	203,0%

Source : DGPPB, ESB à fin juin 2025

Le niveau d'exécution budgétaire observé à cette période est le résultat de la prise en compte de plusieurs catégories de dépenses, réparties entre urgences sécuritaires et investissements structurants, notamment :

- les contributions internationales de la RDC en faveur des organismes internationaux tels que la SADC, l'Union Africaine ;
- le contrat de sponsoring au titre de partenariat avec le Football Club AC Milan et l'AS MONACO ;
- l'installation du guichet unique de dépistage des cancers permanents au Centre hospitalier NGANDA ;
- la prise en charge de certaines dépenses sécuritaires en faveur des FARDC et de la PNC ;
- l'acquisition des pesticides, appareils de traitement, équipements de transformation et de protection en vue de la campagne agricole exercice 2024 "réengagement/ Agriculture ;
- l'impression et la diffusion des numéros ordinaires en faveur du Journal Officiel ;
- le frais d'achat des vivres des policiers depuis le début de l'exercice (Ministère de l'Intérieur et Sécurité) ;
- la prévention et anticipation des troupes militaires/ Ministère de la défense Nationale ;
- les interventions économiques en faveur de l'ONG CONGAUTISME pour la prise en charge des enfants et adolescents vivant avec le trouble du spectre d'autisme ainsi que le programme de lutte contre le phénomène kuluna/ Ministères des Affaires Sociales ;
- le Corps de Protection des parcs nationaux et réserves apparentées ;
- le Service d'Education Civique, patriotique et action sociale du Ministère de la Défense Nationale et Anciens Combattants.

6°. Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques

A fin juin 2025, les interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques renseignent une exécution de **536,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **586,9 milliards de FC**, dégageant ainsi un taux d'exécution de **91,4%**. Les détails sur l'exécution de la dépense de fonctionnement des institutions sont repris dans le tableau 18 ci-dessous :

Tableau n° 18 : Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques

Code	Nom Section	Voté	Prév. Lin.	Exécution	Taux Exéc.
10	PRÉS DE LA RÉPUBLIQUE	35 674 071 161	17 837 035 580,50	8 077 426 000	45,3%
11	PRIMATURE	3 352 773 048	1 676 386 523,75		0,0%
16	ASSEMBLEE NATIONALE	6 050 000 001	3 025 000 000,25	28 060 000 000	927,6%
17	SÉNAT	2 100 000 000	1 050 000 000,15	9 000 000 000	857,1%
20	POUVOIR JUDICIAIRE	2 000 000 000	1 000 000 000,00		0,0%
22	AFFAIRES ÉTRANGERES	500 000 000	250 000 000,00	415 853 218	166,3%
25	INTÉRIEUR ET SECURITE	24 493 932 329	12 246 966 164,50	5 646 469 206	46,1%
27	DEFENSE NATIONALE	10 145 569 865	5 072 784 932,50		0,0%
29	ÉCONOMIE NATIONALE	2 000 000 002	1 000 000 001,00		0,0%
30	FINANCES	436 550 000 000	218 275 000 000,00	13 682 067 202	6,3%
31	BUDGET	600 000 000	300 000 000,15	7 486 082 400	2495,4%
32	PLAN	2 890 970 562	1 445 485 281,00	410 234 285	28,4%
33	RECONSTRUCTION	100 000 000	50 000 000,00		0,0%
34	JUSTICE	200 000 000	100 000 000,00		0,0%
35	REF INSTITUTIONNELLES	1 535 100 000	767 550 000,00		0,0%
37	SANTE	100 000 000 000	49 999 999 999,75	29 586 489 982	59,2%
38	EDUC NATIONALE CITOY	37 725 070 998	18 862 535 499,00	9 198 276 436	48,8%
40	E S U	1 763 512 005	881 756 002,50	4 267 352 410	484,0%
41	RECHERCHE SCIENT	46 411 287 468	23 205 643 734,00	18 435 836 611	79,4%
42	INFRASTRUCTURES (TP)	1 400 000 000	700 000 000,00	841 141 221	120,2%
43	URBANISME ET HABITAT	4 150 000 000	2 075 000 000,00	869 320 000	41,9%
44	AGRICULTURE	41 050 000 000	20 525 000 000,00		0,0%
45	DÉV RURAL	28 800 000 000	14 400 000 000,00	12 667 680	0,1%
46	INDUSTRIE	2 000 000 000	1 000 000 000,00	1 978 892 510	197,9%
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	1 450 000 000	725 000 000,00	1 677 818 150	231,4%
48	MINES	218 040 000	109 020 000,00		0,0%
49	HYDROCARBURES	100 000 000	50 000 000,00		0,0%
50	RESS HYD ET ELECT	236 602 715	118 301 357,50	97 764 000	82,6%
51	TRANSPORTS	20 000 000 000	10 000 000 000,00	43 127 369 851	431,3%
52	POSTES, (PTNTIC)	8 021 978 253	4 010 989 126,50	4 270 875 000	106,5%
53	COM ET MEDIAS	20 427 902 149	10 213 951 074,50		0,0%
54	DROITS HUMAINS	27 800 000 000	13 900 000 000,00		0,0%
55	AFFAIRES FONCIERES	600 000 000	299 999 999,75		0,0%
56	ENVIRONNEMENT	3 974 115 348	1 987 057 674,00	60 000 000	3,0%
57	TOURISME	200 000 000	100 000 000,00		0,0%
58	CULTURE ET ARTS	977 191 669	488 595 834,50		0,0%
59	JEUNESSE	1 068 287 071	534 143 535,50	4 626 708 560	866,2%
60	SPORTS ET LOISIRS	15 211 500 000	7 605 750 000,00	54 696 582 759	719,1%
61	FONCTION PUBLIQUE	1 300 000 000	650 000 000,00	248 531 046 307	38235,5%
62	EMPLOI ET TRAVAIL	419 981 155	209 990 577,50	962 476 126	458,3%
63	PREVOYANCE SOCIALE	99 073 856 569	49 536 928 284,50		0,0%
64	AFFAIRES SOCIALES	1 966 879 550	983 439 775,00	2 000 000 000	203,4%
65	GENRE	2 033 830 876	1 016 915 438,00		0,0%
68	PERS VIV AVEC HAND	24 423 600 000	12 211 800 000,00		0,0%
69	INTEG REGIONALE	1 000 000 000	500 000 000,00		0,0%
70	ACT HUMANITAIRES	7 900 000 000	3 950 000 000,00		0,0%
71	NUMERIQUE	126 000 000	63 000 000,00		0,0%
74	PORTEFEUILLE	122 669 033 361	61 334 516 680,50	24 107 567 186	39,3%
78	FOR PRO, ARTS ET MET	1 358 627 207	679 313 603,50		0,0%
82	PECHE ET ELEVAGE	1 600 000 000	800 000 000,00		0,0%
83	AFFAIRES COUTUMIERES	100 000 000	50 000 000,00		0,0%

Code	Nom Section	Voté	Prév. Lin.	Exécution	Taux Exéc.
84	AMENAGEMENT DU TER	15 904 429 951	7 952 214 975,25	14 134 946 500	177,7%
90	ENTREPRENARIAT (PME)	2 173 537 411	1 086 768 705,25		0,0%
Total général		1 173 827 680 722	586 913 840 360,80	536 261 263 598	91,4%

Source : DGPPB, ESB à fin juin 2025

Au 30 juin 2025, l'exécution budgétaire des interventions économiques, sociales et culturelles atteint **91,4%** avec de fortes disparités ; certains ministères dépassent leurs prévisions, tandis que d'autres affichent une exécution quasi nulle exigeant ainsi un suivi renforcé.

Ces interventions concernent, notamment :

- la prise en charge du fonds de ménage du Service National ;
- le versement de la quote-part du Gouvernement à la CNSAPP ;
- la prise en charge des dépendants des militaires engagés dans les opérations en cours à l'Est du pays ;
- l'organisation et la planification des activités liées à l'examen d'Etat édition 2025 ;
- l'appui à la MIBA pour la relance de ses activités.

7°. Rémunérations

Les rémunérations payées à fin juin se sont chiffrées à **5.247,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **5.739,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **91,4%**, représentant **39,2%** des recettes courantes réalisées.

L'exécution des dépenses de rémunération par section est reprise dans le tableau 19 ci-dessous :

Tableau n° 19 : dépenses de rémunération

Rubrique	Section	Voté	Prév. Lin.	Exécution	Tx d'Exéc.
10	PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	359 615 143 633	179 807 571 817	214 198 439 778	119,10%
11	PRIMATURE	116 292 394 977	58 146 197 489	74 163 263 249	127,50%
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	7 913 920 094	3 956 960 047	3 935 608 386	99,50%
16	ASSEMBLEE NATIONALE	286 496 274 465	143 248 137 233	125 218 318 008	87,40%
17	SÉNAT	85 693 451 145	42 846 725 573	55 637 698 598	129,90%
20	POUVOIR JUDICIAIRE	381 723 955 411	190 861 977 706	182 704 158 861	95,70%
21	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	64 263 203 904	32 131 601 952	192 991 456 020	600,60%
22	AFFAIRES ÉTRANGERES	81 087 464 692	40 543 732 346	45 334 206 764	111,80%
23	COOPÉRATION INTERNATIONALE, REGIONALE ET FRANCOPHONIE	10 228 751 650	5 114 375 825	4 702 448 745	91,90%
24	DECENTRALISATION	6 038 766 852	3 019 383 426	3 385 044 690	112,10%
25	INTÉRIEUR ET SECURITE	1 434 828 798 389	717 414 399 195	472 944 082 990	65,90%
26	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	4 190 962 984	2 095 481 492	2 085 337 188	99,50%
27	DEFENSE NATIONALE	1 538 991 824 241	769 495 912 121	562 698 294 441	73,10%
28	ANCIENS COMBATTANTS	4 063 298 408	2 031 649 204	1 442 720 418	71,00%
29	ÉCONOMIE NATIONALE	28 167 737 408	14 083 868 704	13 154 838 189	93,40%
30	FINANCES	391 849 519 780	195 924 759 890	154 954 796 634	79,10%
31	BUDGET	363 735 793 471	181 867 896 736	181 314 840 549	99,70%
32	PLAN ET COORDINATION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT	90 796 530 293	45 398 265 147	41 308 744 800	91,00%
33	RECONSTRUCTION	9 680 041 905	4 840 020 953	4 764 899 709	98,40%
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	47 505 232 620	23 752 616 310	22 313 809 980	93,90%
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES	6 242 785 080	3 121 392 540	2 446 295 646	78,40%
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	15 534 847 271	7 767 423 636	7 726 377 219	99,50%
37	SANTE PUBLIQUE, HYGIENE ET PREVENTION	1 049 412 696 819	524 706 348 410	525 596 839 791	100,20%
38	EDUCATION NATIONALE ET NOUVELLE CITOYENNETE	2 701 199 179 335	1 350 599 589 668	1 178 715 752 321	87,30%
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	708 923 811 973	354 461 905 987	305 029 266 585	86,10%
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	119 763 556 690	59 881 778 345	44 334 948 462	74,00%
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	112 412 903 638	56 206 451 819	53 266 486 761	94,80%
43	URBANISME ET HABITAT	20 786 996 621	10 393 498 311	10 635 190 368	102,30%
44	AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE	67 914 251 883	33 957 125 942	30 924 655 725	91,10%
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	31 021 281 312	15 510 640 656	14 989 309 551	96,60%
46	INDUSTRIE	28 397 869 849	14 198 934 925	10 508 397 375	74,00%
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	23 134 837 243	11 567 418 622	9 595 148 097	82,90%
48	MINES	13 438 212 453	6 719 106 227	6 711 757 599	99,90%
49	HYDROCARBURES	8 836 301 223	4 418 150 612	4 670 154 534	105,70%
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE	11 891 369 523	5 945 684 762	6 881 540 721	115,70%
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	68 124 778 604	34 062 389 302	44 441 486 469	130,50%
52	POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PTNTIC)	17 634 615 470	8 817 307 735	9 844 959 270	111,70%
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	101 815 347 303	50 907 673 652	58 340 045 289	114,60%
54	DROITS HUMAINS	8 428 900 444	4 214 450 222	3 514 271 043	83,40%
55	AFFAIRES FONCIERES	21 042 816 969	10 521 408 485	10 265 568 525	97,60%
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	54 540 506 283	27 270 253 142	23 681 162 655	86,80%
57	TOURISME	24 372 312 941	12 186 156 471	11 000 453 887	90,30%
58	CULTURE ET ARTS	92 845 001 993	46 422 500 997	44 618 060 895	96,10%
59	JEUNESSE ET EVEIL PATRIOTIQUE	23 935 939 609	11 967 969 805	9 212 611 956	77,00%
60	SPORTS ET LOISIRS	4 729 806 342	2 364 903 171	2 738 201 685	115,80%
61	FONCTION PUBLIQUE	347 628 564 273	173 814 282 137	219 034 663 184	126,00%
62	EMPLOI ET TRAVAIL	57 863 891 613	28 931 945 807	40 355 640 942	139,50%
63	PREVOYANCE SOCIALE	6 950 735 556	3 475 367 778	3 039 821 076	87,50%
64	AFFAIRES SOCIALES	57 750 466 969	28 875 233 485	28 069 462 239	97,20%
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	13 280 519 273	6 640 259 637	5 936 281 596	89,40%
68	PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP	6 765 103 059	3 382 551 530	584 862 936	17,30%
69	INTEGRATION REGIONALE	19 125 467 294	9 562 733 647	12 184 985 124	127,40%
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	10 736 032 099	5 368 016 050	4 338 112 440	80,80%
71	NUMERIQUE	8 145 604 966	4 072 802 483	6 761 708 820	166,00%
74	PORTEFEUILLE	17 098 216 465	8 549 108 233	7 215 667 515	84,40%
76	COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE	2 083 264 596	1 041 632 298	1 041 632 298	100,00%
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	90 216 285 022	45 108 142 511	32 732 361 954	72,60%
78	FORMATION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS	35 146 708 180	17 573 354 090	17 530 746 582	99,80%
79	CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE	34 149 219 393	17 074 609 697	15 890 652 228	93,10%
80	CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	4 162 153 062	2 081 076 531	2 280 707 412	109,60%
81	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	8 425 644 043	4 212 822 022	4 212 445 836	100,00%
82	PECHE ET ELEVAGE	11 697 926 683	5 848 963 342	5 894 903 037	100,80%
83	AFFAIRES COUTUMIERES	27 354 272 277	13 677 136 139	13 816 154 796	101,00%
84	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	10 012 669 543	5 006 334 772	7 131 104 841	142,40%
85	COUR DES COMPTES	24 119 948 180	12 059 974 090	13 915 545 069	115,40%
90	ENTREPRENARIAT, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	36 479 411 485	18 239 705 743	16 563 862 551	90,80%
	Total général	11 478 736 097 225	5 739 368 048 612	5 247 473 272 903	91,40%

Source : DGPPB, à fin juin 2025

Les principales actions de politique salariale au premier semestre 2025 ont porté sur les points ci-après :

- le doublement de la solde des militaires et policiers ainsi que la prise en compte de **23.611 unités** et l'amélioration du traitement de base, primes et indemnités permanentes de certains services de sécurité ;
- la mise à jour des enveloppes de certains services du régime général.

8°. Investissement sur ressources propres

A fin juin 2025, les fonds prévus au titre d'investissement sur ressources propres renseignent une exécution à hauteur de **676,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **442,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **152,9%** portés essentiellement par les projets du Gouvernement Central.

Néanmoins, il y a lieu de relever que les informations sur la Cession des Actifs Miniers (Contrat chinois) ne sont pas encore disponibles.

Cette nature des dépenses est représentée dans le tableau 20 ci-dessous :

Tableau n° 20 : dépenses des Investissements sur ressources propres

	Rubrique	Voté	Prév. Lin.	Exécution	Tx d'Exéc.
10	PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	26 380 898 032	13 190 449 016	110 369 657 649	836,70%
11	PRIMATURE	5 876 547 114	2 938 273 557	7 383 872 719	251,30%
17	SÉNAT	1 149 737 144	574 868 572	1 000 000 000	174,00%
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES	34 702 451 524	17 351 225 762	11 707 957 200	67,50%
25	INTÉRIEUR ET SECURITE	52 095 741 340	26 047 870 670	41 611 665 940	159,80%
27	DÉFENSE NATIONALE	100 000 000 241	50 000 000 121	115 917 569 756	231,80%
31	BUDGET	5 822 042 352	2 911 021 176	419 382 900	14,40%
37	SANTE	47 937 505 991	23 968 752 996	1 675 343 752	7,00%
38	EDUCATION NATIONALE	84 209 299 804	42 104 649 902	2 051 642 959	4,90%
42	INFRASTRUCTURES	84 076 328 601	42 038 164 301	351 761 202 587	836,80%
44	AGRICULTURE	27 799 295 093	13 899 647 547	5 737 911 630	41,30%
51	TRANSPORTS	43 974 824 075	21 987 412 038	1 993 027 457	9,10%
71	NUMERIQUE	46 626 766 161	23 313 383 081	24 102 372 230	103,40%
85	COUR. COMPTES	26 330 724 210	13 165 362 105	1 229 740 346	9,30%
	Total général	885 532 252 432	442 766 126 216	676 961 347 124	152,90%

Source : DGPPB, à fin juin 2025

Les investissements pendant cette période ont porté principalement aux infrastructures de construction et réhabilitation des routes en villes et désertes agricoles.

9°. Investissement sur ressources extérieures

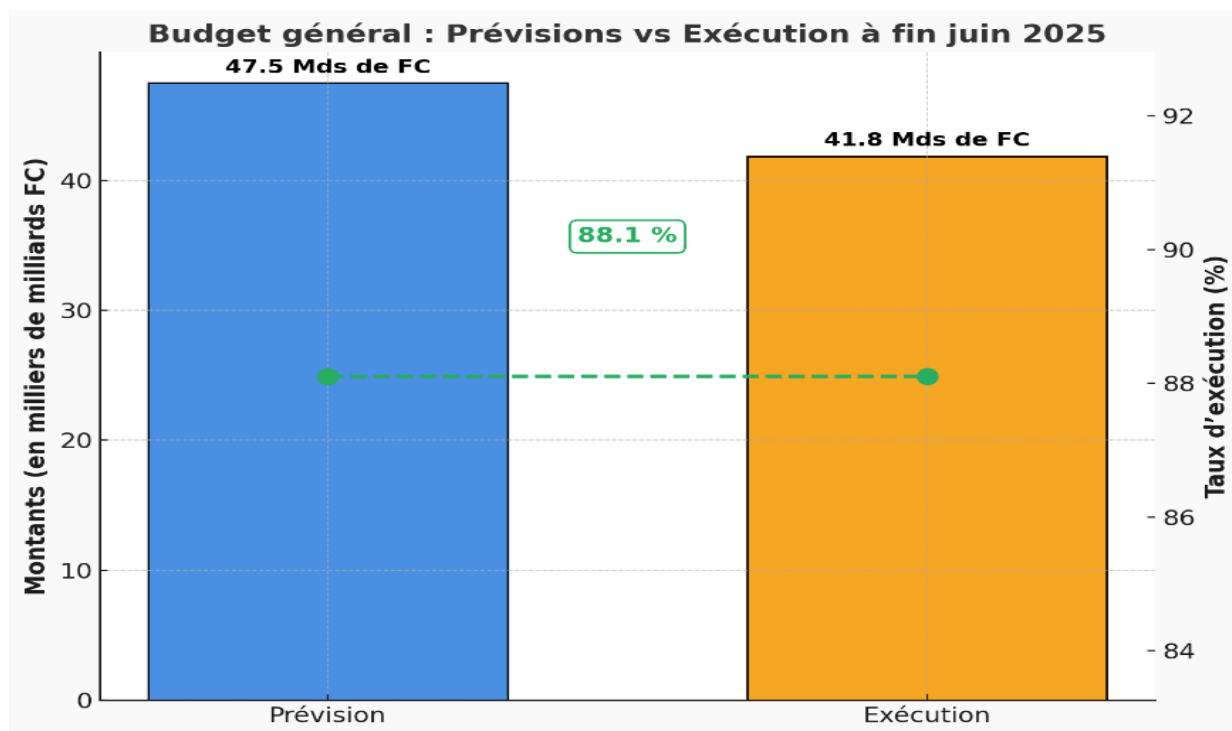
Les investissements sur ressources extérieures au premier semestre ont été exécutés à hauteur de **3.857,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **6.068,1 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **63,6%**.

Ces fonds ont servi au financement des projets notamment dans le secteur de la santé, de l'éducation nationale, des infrastructures, de l'urbanisme et habitat dans le cadre du :

- programme de renforcement de l'offre et de développement de l'accès aux soins de santé,
- projet multisectoriel de nutrition et de santé,
- projet d'urgence sur l'équité et le renforcement du système éducatif (PERSE) ;
- projet d'appui aux infrastructures communautaires / STAR-EST ;
- projet de développement multisectoriel et de résilience urbain de la ville.

Le graphique 3 ci-après illustre l'exécution des dépenses du Budget Général à fin juin 2025. Il met en évidence la répartition des crédits consommés par rapport aux prévisions, permettant d'apprécier les priorités budgétaires, le rythme d'exécution et les écarts constatés.

Graphique 3 : Exécutions des dépenses du Budget général au premier semestre 2025



Il ressort de ce graphique que l'exécution du budget général à fin juin 2025 met en évidence un **niveau d'absorption élevé des crédits votés**, avec **41,8 milliards de FC exécutés sur 47,5 milliards de FC** prévus, soit un taux d'exécution de **88,1%**. Ce résultat traduit une dynamique soutenue de décaissement, témoignant d'une capacité réelle de mise en œuvre des politiques publiques. Toutefois, le différentiel de près de **5,7 milliards de FC** entre prévisions et réalisations interpelle : il peut refléter des **retards administratifs, des reports de paiement ou des arbitrages budgétaires**. À mi-exercice, le niveau d'exécution des dépenses du budget général reste globalement satisfaisant, mais appelle à une gestion rigoureuse pour éviter des tensions sur la trésorerie au second semestre.

2.3. Budgets annexes

A fin juin 2025, les dépenses des budgets annexes ont été exécutées globalement à hauteur de **244,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **451,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **54,2%**.

2.4. Comptes spéciaux

Les dépenses des Comptes spéciaux ont été exécutées dans son ensemble à hauteur de **548,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.019,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **27,2%**.

2.5. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT LOCAL DE 145 (PDL-145T)

Le Programme de Développement Local de 145 Territoires (PDL-145T) est destiné au milieu rural et vise à réduire les inégalités spatiales et à transformer les conditions et cadres de vie des populations vivant dans les territoires ruraux jusque-là mal desservis par les infrastructures et services sociaux de base. Il s'inscrit dans les efforts en cours consentis par le Gouvernement de la République visant la réduction significative de la pauvreté, la lutte contre les inégalités territoriales et la promotion du développement à partir de 145 Territoires que compte la République Démocratique du Congo. L'exécution du premier volet du **PDL-145T** pour la construction et l'équipement de **1.198 écoles, 787 centres de santé et 145 bâtiments administratifs** se présente comme l'indique le tableau 21 ci-après :

Tableau n°21 : Situation globale du PDL-145T au 30 juin 2025

OUVRAGES	PNUD	BCeCo	CFEF	TOTAL
Total ouvrages prévus	764	731	635	2130
Total ouvrages non démarrés	133	2	0	135
Total ouvrages démarrés mais arrêtés/ajournés	0	16	24	40
Total ouvrages démarrés (en cours et achevés)	631	713	611	1955
Ecoles	334	412	351	1097
Centres de santé	245	253	217	715
Bâtiments administratifs	52	48	43	143
Total ouvrages restants	133	18	24	175
Taux de démarrage	83%	97,54%	96,22%	92%
Total ouvrages achevés	279	303	369	951
Ecoles	165	183	217	565
Centres de santé	94	110	117	321
Bâtiments administratifs	20	10	35	65
Taux d'ouvrages achevés	44%	42%	60%	49%
Taux d'exécution physique global moyen	58%	72%	78%	69%
Taux d'exécution financière	56%	70%	75%	67%

Source : Ministère du Plan

III. ANALYSE DU SOLDE BUDGETAIRE

À fin juin 2025, les données issues des Etats de suivi budgétaire et des Administrations financières indiquent que l'exécution du Budget Général s'est soldée par un déficit budgétaire intérieur de **1.636,1 milliards de FC**. Ce déséquilibre résulte d'un niveau de recettes mobilisées (hors emprunts et obligations) de **13.389,7 milliards de FC**, inférieur aux dépenses intérieures hors financement extérieur, chiffrées à **15.025,8 milliards de FC**.

Le déficit ainsi observé a été couvert essentiellement par des emprunts intérieurs, notamment à travers les émissions nettes de bons et obligations du Trésor sur le marché domestique. La stratégie de financement, conforme aux pratiques usuelles de gestion de trésorerie de l'État, maintient la dépendance aux ressources internes et exerce une certaine pression sur le marché financier local.

Il convient toutefois de relever que le Gouvernement est resté dans les limites du critère de déficit de **2.000,0 milliards de FC**, tel que défini dans le Mémoire des Politiques Économiques et Financières (MPEF), conclu dans le cadre du programme appuyé par le Fonds Monétaire International (FMI). Ce respect des engagements traduit une discipline budgétaire relative et une volonté de maintenir la crédibilité du pays vis-à-vis de ses partenaires financiers.

En perspective, pour le second semestre 2025, des efforts soutenus en matière de resserrement budgétaire seront nécessaires afin de maintenir les dépenses publiques sur une trajectoire compatible avec les objectifs fixés. L'enjeu est de contenir le déficit intérieur à **2.987,6 milliards de FC**, plafond retenu dans le cadre du programme FEC, duquel le respect de la cible implique non seulement un contrôle rigoureux des dépenses, mais aussi un renforcement des mesures de mobilisation des recettes intérieures, afin de réduire le recours excessif à l'endettement et préserver la soutenabilité des finances publiques.

IV. LES RISQUES BUDGETAIRES

L'exécution du budget de l'exercice 2025 au premier semestre a été perturbée du fait de la survenance de certains événements aléatoires qualifiés des risques budgétaires, abordés en détail dans le Document n°8 intitulé « Déclaration sur les Risques Budgétaires 2025-2027 » (DRB en sigle).

Concrètement, les risques budgétaires qui ont impacté de manière significative l'exécution du budget de l'exercice 2025 au premier semestre sont notamment les risques sécuritaires et les risques liés aux catastrophes naturelles.

S'agissant des risques sécuritaires, il convient de noter que l'avancée de l'agression de l'armée Rwandaise, matérialisée par l'occupation de plusieurs grande Ville du pays, telle que GOMA et BUKAVU à partir du mois janvier 2025, a exercé une forte pression sur les dépenses exceptionnelles sur ressources propres liées aux opérations sécuritaires. Cette forte pression s'est traduite par le dépassement budgétaire de cette nature de dépenses qui s'est établie à **149%** à fin juin 2025¹.

Parallèlement, cette agression a entraîné des manques à gagner en termes de recettes fiscales et non fiscales. En effet, les recettes non recouvrées dans cette partie du pays ont impacté le niveau de mobilisation des recettes dans toutes les administrations financières pendant cette période. Ainsi la DGDA n'a pu faire que **92,2%**, la DGI **92,0%** et **81,2%** pour la DGRAD.

Concernant les risques liés aux catastrophes naturelles, ceux-ci se sont matérialisés via l'augmentation des dépenses d'interventions et celles liées aux catastrophes naturelles pour répondre aux multiples inondations qui ont secoué le pays dans plusieurs provinces notamment les provinces de Kinshasa, Kongo central, Tanganyika, Mbandaka et Sud Kivu.

¹ PTR provisoire, exécution à fin juin 2025

En effet, pour répondre aux nombreux dommages enregistrés à la suite de cette catastrophe naturelle, le Gouvernement a fourni plusieurs interventions notamment, à la REGIDESO pour le cas de l'inondation de ses installations situées au bord de la rivière N'djili et la prise en charge des sinistrés.

V. PERSPECTIVES A FIN DECEMBRE 2025

Les perspectives à fin décembre 2025 présage un budget à exécuter à hauteur de **50.691,8 milliards de FC** en recettes et **48.512,1 milliards de FC** en dépenses.

Les perspectives à fin décembre se présentent comme suit :

5.1. Perspectives des recettes

Les recettes se présentent comme suit :

Budget général : **45.749,6 milliards de FC**, correspondant à **16,0 milliards de USD** et dégageant un taux de régression de **2,2%** par rapport à la prévision initiale de **46.799,7 milliards de FC** ; Budgets annexes : **903,0 milliards de FC** équivalant à **305,6 milliards de USD** ; Comptes spéciaux : **4.039,2 milliards de FC**, correspondant à **1.412,7 milliards de USD**.

Les recettes du Budget général comprennent les recettes internes de **30.647,9 milliards de FC** équivalant à **10,7 milliards de USD** et les recettes extérieures de **15.101,7 milliards de FC** correspondant à **5,3 milliards de USD**.

5.2. Perspectives des dépenses

S'agissant des dépenses, celles du Budget général sont ventilées comme suit :

- **Dette publique en capital** : **1.524,1 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **9,5%** par rapport à leur niveau initial, représentant **3,1%** du Budget général ;
- **Frais financiers** : **653,9 milliards de FC**, représentant **1,3%** des dépenses du budget général ;

- **Rémunérations : 10.495,2 milliards de FC.** Elles représentent **21,6%** des dépenses du budget général, **35,1%** des recettes courantes et prennent en compte la nouvelle configuration du Gouvernement et l'augmentation au double du traitement des éléments de la PNC et de la FARDC ;
- **Biens, matériels et prestations (fonctionnement) : 10.453,7 milliards de FC,** représentant **21,5%** des dépenses du Budget Général ;
- **Transferts et subventions : 4.326,7 milliards de FC,** représentant **8,9%** des dépenses du Budget général ;
- **Investissements : 14.172,7 milliards de FC** représentant **29,2%** des dépenses du Budget général.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'exécution de la Loi de Finances au premier semestre 2025 s'est déroulée dans un contexte économique, sécuritaire et social particulièrement contraignant, marqué par la persistance du conflit dans l'Est du pays, les ajustements macroéconomiques, et les impératifs de financement des priorités gouvernementales.

Malgré ces défis, les résultats enregistrés traduisent une résilience notable du cadre budgétaire. Les recettes mobilisées, bien qu'inférieures aux prévisions linéaires, ont permis de couvrir l'essentiel des dépenses engagées, avec un solde budgétaire global déficitaire de **377,7 milliards de FC**. L'analyse révèle une exécution déséquilibrée entre les rubriques, avec des surconsommations marquées dans certaines catégories (fonctionnement des ministères, charges communes, financement des réformes) et une sous-exécution dans certaines dépenses sociales.

La surconsommation observée dans les dépenses de fonctionnement, notamment celles des institutions et ministères, appelle à un renforcement de la discipline budgétaire et du contrôle de l'exécution. Par ailleurs, la faible performance des recettes extérieures et la lenteur dans la mise en œuvre de certains projets structurants soulignent la nécessité d'améliorer la coordination avec les partenaires techniques et financiers.

Dans cette perspective, il est recommandé que le Gouvernement :

- Renforce la mobilisation des recettes intérieures, en élargissant l'assiette fiscale et en améliorant le recouvrement ;
- Assure une meilleure planification et priorisation des dépenses, en particulier celles à fort impact socio-économique ;
- Respecte rigoureusement la chaîne de la dépense, afin de garantir la transparence et la traçabilité des opérations budgétaires ;

- Accélère la mise en œuvre des projets d'investissement, notamment ceux inscrits dans le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) ;
- Poursuive les réformes structurelles, en vue de renforcer la soutenabilité des finances publiques et de favoriser une croissance inclusive.